

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

La «R.P.» a trente ans !

Les quinze premières années de lutte pour la renaissance du syndicalisme, pour la libération de la classe ouvrière et des peuples opprimés.

Les charges salariales en France et dans divers pays d'Europe par R. MICHAUD

Propos de fin d'année par R. HAGNAUER

L'U.D.-F.O. de la Loire et la politique de présence par U. THEVENON

Allons-nous, cette fois, vers la crise ?
par R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES	
Six mois	600 fr.
Un an	1.000 fr.
EXTERIEUR	
Six mois	700 fr.
Un an	1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FOND

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 90 - Janvier 1955

Les charges salariales en France et dans divers pays d'Europe	R. MICHAUD
Propos de fin d'année	R. HAGNAUER
Infrastructure et superstructure des sociétés La R.P. a 30 ans !	Karl MARX
L'U.D.-F.O. de la Loire et la politique de présence	U. T.
Force Ouvrière et les reconversions (résolution de Firminy).	
Socialisme et liberté de Fritz Brupbacher ..	R. H.
Chez les syndicalistes révolutionnaires. — Mon ami Pierre Monatte	Fritz BRUPBACHER
A propos de l'exclusion des syndicalistes enseignants de la C.G.T.-F.O.	U. THEVENON
Victor Delagarde.	

Parmi nos lettres

Les élections syriennes	J. G.
Lettre de Tunisie	N.
Le rail est la route	J. HEMY
Pour la fusion « R.P. » - « Défense de l'homme »	BARRE

Notes d'économie et de politique

Politique : L'apparence : « notre idiotie nationale ». — La réalité : les deux partis. — Une faute capitale des Européens. — Economie : Allons-nous, cette fois, vers la crise ?	R. LOUZON
--	-----------

La vie des Cercles

Cercle Zimmerwald : la réunion du 19 décembre sur les accords de Londres et de Paris. (Exposé de Marceau Pivert).

Entre nous

Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie
198, avenue du Maine, PARIS-14^e

Tél. : SUFFren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35

Georges Lamirand : Le rôle social de l'ingénieur	600
(l'auteur, après avoir appliqué ses thèses et prouvé leur efficacité, tire les conclusions qui s'imposent dans cet ouvrage).	
Jules Moch : La folie des hommes	690
(on nous avait bien dit que la bombe H était un engin terrible, mais aucun livre n'avait décrit les dimensions planétaires de sa puissance destructive).	
Paul Mus : Le destin de l'Union Française de l'Indochine à l'Afrique	900
(l'auteur trace le chemin d'une « décolonisation », qui évite la révolte et la rupture, en dégagant les volontés des peuples d'outre-mer et en les ajustant dans un organisme souple).	
Rossi : La guerre des papillons	990
(une documentation remarquable et très souvent inédite établit de façon définitive l'action et les évolutions du parti communiste de 1940 à 1944).	
Activité du Conseil Economique (1951-1954)	350
(publication du Conseil Economique).	
Goguel : Nouvelles études de sociologie électorale	650
(recueil d'études qui relève de l'histoire, de la géographie, de la sociologie et de la science politique).	
Gouault : Comment la France est devenue républicaine	1.200
(un tableau nuancé et complet de la géographie de l'opinion publique de 1870 à 1875).	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

LES CHARGES SALARIALES en France et dans divers pays d'Europe

Parmi les problèmes posés par la libération des échanges et la construction européenne figure au premier plan la disparité des prix entre la France et les autres pays.

Sur ce point, la France est assez mal placée à l'égard de ses voisins, les prix français étant dans l'ensemble supérieurs d'environ 20 % aux prix de la plupart d'entre eux.

De divers côtés, et particulièrement dans les milieux patronaux français, on donne comme raison, sinon unique du moins majeure, le poids des charges salariales, fiscales et parafiscales qui, en France, pèsent plus lourdement qu'ailleurs sur la production.

Cette explication est-elle exacte, fautive ou exagérée ?

Des études ont été poursuivies sur les charges supportées dans différents pays et un certain nombre de résultats ont été publiés ou utilisés par des publications officielles.

Nous ne manquerons pas à l'usage qui consiste à conseiller la prudence dans l'utilisation des statistiques. Notre camarade Robert Louzon l'a fait à plusieurs reprises dans la « R.P. ». Cette prudence s'impose a fortiori lorsqu'il s'agit de chiffres comparant la situation de pays dont les bases de calcul sont parfois très différentes, et dont les institutions ne sont pas comparables quant au service assuré, au fonctionnement et à la forme de financement. L'exemple le plus typique dans le problème qui nous intéresse ici est celui de la Sécurité sociale en Grande-Bretagne et en France. Il est évidemment difficile de comparer les répercussions des charges sociales sur les prix de revient dans deux pays dont l'un les porte à la charge des entreprises et l'autre les impute au budget de l'Etat. Ces réserves se trouvent encore renforcées lorsqu'il s'agit de statistiques ayant pour base les déclarations des intéressés — et nous pensons particulièrement à notre pays où la fraude est considérée comme l'un des premiers principes du système D — entraînant des versements fiscaux ou parafiscaux.

Cette observation est aussi vraie pour les salaires que pour les revenus. Qu'il s'agisse de salariés dont le mari est déjà inscrit à la Sécurité sociale, de salariés dans les petites entreprises ou de professions en quête de main-d'œuvre qualifiée, on sait que les salaires déclarés ne sont pas toujours conformes aux salaires réels.

Cette mise en garde faite, nous croyons néanmoins que l'essai de comparaison tenté par l'I.N.S.E.E. entre les salaires français et ceux des six pays voisins peut fournir des indications utiles (1).

(1) Nos sources sont plus particulièrement :
« Rapport général présenté à M. Edgar Faure et Bernard Lafay », dit **Rapport Nathan**. Impr. Nationale, 1954 (Pour une grande part, les chiffres de ce rapport ont été fournis par l'I.N.S.E.E.).
— Vieillard, Robert et Louis Cler. « La Parafiscalité » (Bulletin du Syndicat national des

Les transformations du salaire

Au cours des dernières décades, le salaire a connu d'importantes transformations : le salaire payé indirectement et indépendamment du travail fourni sous forme de sécurité sociale tendant à prendre une place de plus en plus grande aux dépens du salaire direct, mesuré en principe par la quantité et la qualification du travail fourni.

Qu'il s'agisse de salaire direct ou indirect, sa dimension s'exprime à la fois comme élément du prix de revient des produits et comme élément de pouvoir d'achat.

Et si d'autres facteurs interviennent dans la formation du prix des produits, il n'en reste pas moins que, tant en ce qui concerne les prix de revient que le pouvoir d'achat, le taux des salaires joue un rôle important. C'est en tant qu'élément du prix de revient et considérant ses répercussions dans le domaine de la concurrence internationale que nous étudierons les salaires aujourd'hui.

Les gains et les coûts

Dans une étude que nous citons en note, M. Méraux fait une distinction entre le **gain horaire moyen de l'ouvrier** (revenu du travailleur) et le **coût horaire moyen** (charges salariales de l'entreprise) (2).

Le gain horaire moyen comprend les sommes revenant directement aux travailleurs, y compris « toutes les indemnités et primes versées de façon régulière » ainsi que la majoration pour heures supplémentaires à l'exclusion des sommes perçues pour congés et jours fériés comme les gratifications de fin d'année — celles-ci constituant des charges annexes aux salaires (3).

Le coût horaire moyen, par contre, comprend toutes les charges affectant les salaires, charges sociales et parafiscales comprises.

Ramené au change officiel et traduit en francs français, le gain horaire moyen par ouvrier, pour un certain nombre de pays, s'établit comme suit :

cadres des contributions directes et du cadastre, F.O., n° 101. 25 févr. 1954).

« Les charges sociales dans les pays de l'O.E.C.E. » (*Etudes et Conjonctures*, mars 1954).

— Méraux J. : « Comparaison des salaires français et étrangers » (Bulletin de l'Association des cadres dirigeants de l'Industrie pour le progrès social et économique, n° 81, juin-juillet 1954).

(2) Dans les deux cas, la moyenne est établie sur les travailleurs des deux sexes, de toutes qualifications employés dans les industries de transformation de toutes régions.

(3) Ces sommes sont néanmoins touchées directement par l'ouvrier en raison d'une présence ou d'une durée de service alors qu'il en va différemment pour les prestations de Sécurité sociale.

	Tous sexes réunis							Hommes seulement	
	France	All. occ.	Gde-Bret.	Ital.	Suisse	Belg.	Pays-Bas	Belg.	France
En francs au 1 ^{er} -1-1952..	131,1	124	150,1	91,7	191,6	148,4	94	168,7	136,5
En % au 1 ^{er} -1-1952....	100	95	114	70	146	113	72	124	100
En % automne 1953....	100	95	116	67	139	106	69		

Ce tableau montre que le gain horaire moyen d'un salarié en France est supérieur à celui d'un ouvrier de l'Allemagne occidentale, des Pays-Bas et de l'Italie et inférieur à celui perçu en Belgique, en Grande-Bretagne et en Suisse.

Les proportions indiquées ci-dessus se trouvent quelque peu modifiées si nous envisageons le coût horaire moyen des charges salariales des entreprises qui s'établissent comme suit pour les mêmes pays :

	France	All. occ.	Gde-Bret.	Italie	Suisse	Belgique	Pays-Bas
En francs au 1 ^{er} -1-1952..	186,1	169,8	163,6	147	221,7	188,5	121,4
En % au 1 ^{er} -1-1952....	100	91	88	79	119	105	65
En % automne 1953....	100	92	89	78	113	95	63

Divers enseignements sont à tirer de la comparaison de ces deux tableaux.

1° La Grande-Bretagne a pour les deux périodes mentionnées ici un coût qui, en automne 1953, n'est que de 89 % du coût français, alors que le gain atteint 116 %. La Belgique, quoique dans une moindre proportion, traduit les mêmes tendances en 1953 avec un coût inférieur de 5 % à celui de la France, alors qu'au 1^{er} janvier 1952 il était encore supérieur de 1 % ;

2° Mise à part la Suisse, la France a un coût de main-d'œuvre plus élevé que cinq des six pays comparés. La Suisse, bien qu'ayant un coût plus élevé, réduit néanmoins l'écart entre gain et coût.

D'où provient ce coût plus élevé des charges salariales en France par rapport à celles des pays mentionnés ici ?

Nous essaierons de répondre à cette question

en analysant les divers éléments qui entrent en ligne et participent à l'établissement des coûts.

Le salaire direct

En ce qui concerne le salaire direct, deux éléments interviennent : les majorations pour heures supplémentaires et les écarts entre les salaires masculins et féminins.

Parmi les sept pays comparés, la France est le seul pays à appliquer une majoration des taux horaires au-dessus de la 40^e heure. Les majorations n'interviennent qu'à partir de la 45^e heure en Grande-Bretagne et seulement à partir de la 49^e heure pour les cinq autres pays.

Si l'on met en regard le nombre d'heures payées par rapport au nombre d'heures travaillées au-delà de la 40^e, on obtient le résultat suivant :

Nombre d'heures travaillées	France	All. occ.	Belg.	Lux.	Pays-Bas	Italie	Gde-Bretagne (a)	
							A	B
44	45	44	44	44	44	44	44	44
48	50	48	48	48	48	48	49	48,75
54	59	55,5	56,2	56,2	55,5	56,6	57	56,5

(a) Pour la Grande-Bretagne, les colonnes A et B indiquent des cas extrêmes relevés dans des catégories d'entreprises différentes.

En ce qui concerne les salaires masculins et féminins, il faut d'abord indiquer que nous sommes les seuls à appliquer la Convention de Genève, ce qui, sur le plan humain, est tout à notre

honneur, mais explique, au moins partiellement, les écarts importants que traduit le tableau ci-dessous :

Ecart entre les gains horaires masculins et féminins			
Pays	Taux horaire moyen pour des catégories prof. identiques (a)	Gain horaire moyen	Proportion dans le personnel des ind. transformatrices et du bâtiment
France	8 %	17 %	27 %
Allemagne occidentale		37 %	40 %
Grande-Bretagne		40 %	27 %
Italie		19 %	32 %
Belgique		39 %	29 %
Suisse		35 %	33 %
Pays-Bas		41 %	—

(a) Les renseignements concernant les différences à l'intérieur des catégories professionnelles identiques n'ont pu être obtenus que pour la France.

Toutefois, ces écarts se trouvent relativement tempérés par deux facteurs dont il faut tenir compte en cette matière :

1° L'écart entre les salaires masculins et féminins s'explique en partie par la différence de qualification et par les postes occupés par les travailleurs de l'un et l'autre sexe ; les hommes occupant en moyenne des postes plus élevés ou plus qualifiés et par conséquent mieux rétribués ;

2° Les autres pays comparés occupent pour la plupart un pourcentage de femmes plus élevé que la France, comme on peut le constater au tableau précédent.

Aux différences indiquées sur les majorations

pour heures supplémentaires et aux écarts entre salaires masculins et féminins, il faut ajouter l'ensemble des charges annexes aux salaires dont la plupart sont redistribués aux salariés sous forme de salaire indirect, et un certain nombre de charges fiscales et parafiscales.

Charges annexes aux salaires (4)

Cette rubrique comprend les diverses charges liées à l'activité salariée. Nous en donnons ici une énumération qui fait état des charges obligatoires ainsi que des charges bénévoles touchant l'ensemble des entreprises.

Charges annexes aux salaires en France (en %)			
	Taux actuels des cotisations (a)	Cotisations compte tenu du plafond annuel de 456.000 francs	
		Rapport Nathan (b)	Etudes et (c) Conjonctures
Assurances sociales	10,00 (d)	9,50	9,19
Allocations familiales	16,75	16,00	15,39
Accidents du travail	Variable suivant les professions	2,80	2,43
Congés payés	4,20	4,80	6,83
Jours chômés payés	0,38	—	0,38
Taxe d'apprentissage	0,40	0,30	0,40
Impôt cédulaire	5,00	5,20	5,00
Service social du travail		0,22	
Service médical du travail		0,24	
Cantines, prévention accid.		0,25 +	
Apprentissage		0,19 +	
Colonies de vacances		0,09 +	
Logements (e)		0,44 +	
Autres charges		1,15	
Gratifications de fin d'année ou vacances		0,80 +	
		42,00	39,62

(a) Dans la première colonne de ce tableau, nous avons donné à titre indicatif le taux des cotisations qui, pour les charges de Sécurité sociale, ne sont dues que jusqu'au plafond de salaire annuel de 456.000 francs, alors que les chiffres du Rapport Nathan et de l'I.N.S.E.E. dans **Etudes et Conjonctures** tiennent compte de ce plafond et des diverses variations.

(b) **Rapport Nathan**, p. 14. Charges annexes aux salaires des ouvriers dans les industries de transformation.

(c) **Etudes et Conjonctures**, O.C., pp. 280-283. Evolution des charges sociales obligatoires des entreprises.

(d) Plus évidemment 6 % à la charge des salariés.

(e) Il n'est pas tenu compte ici de l'obligation d'investir 1 % des salaires pour la construction de logements, les sommes versées restant la propriété des entreprises. Toutefois, si l'on tient compte des 0,44 % versés bénévolement, la différence n'est que de 0,56 %.

+ Les postes suivis d'une + concernent les services bénévoles des entreprises.

Ceux qui se plaignent que les charges sociales obligatoires sont plus élevées en France (5) que dans les autres pays ont tendance à totaliser les taux actuels de cotisation que nous indiquons dans la première colonne sans tenir compte du plafond annuel de 456.000 francs.

Le rapport que l'on peut établir entre les charges sociales dans les différents pays appelle des réserves en plus de celles que l'on peut faire sur toutes les statistiques en général. Les données que nous reproduisons ici ne sont pas toujours comparables et sont loin d'être probantes pour de nombreuses raisons. Les principales en sont que certaines charges qui, en France, sont supportées par les entreprises sont, dans d'autres pays, financées partiellement ou complètement par le budget de l'Etat, ou sont fonction d'accords professionnels. D'autre part, certaines taxes, consi-

dérées comme bénévoles, ont acquis un caractère obligatoire.

Si, dans l'ensemble, les écarts constatés entre les charges sociales dans les différents pays sont tempérés par les réserves ci-dessus, il ressort néanmoins que la France demeure, avec l'Italie, le pays où les charges sociales sont le plus élevées.

(4) En ce qui concerne les charges de Sécurité sociale, nous ne faisons état que de celles du régime général. En ce qui concerne les régions particulières, voir la collection de **Droit social** d'avril 1953 à septembre 1954.

(5) Le développement de la Sécurité sociale en France depuis la Libération a eu pour conséquence une dévalorisation du salaire direct. Voir à ce sujet : « Revenus et salaires » (**Lettre aux militants**, avril-mai 1954).

Charges annexes aux salaires dans divers pays
(en % des salaires (a))

Pays	D'après le Rapport Nathan (b)	D'après Etudes et Conjonctures (c)
France.. . . .	42,00	39,62
Allem. occid.. . . .	36,90	22,80
Belgique	27,00	28,15
Italie	60,30	69,25
Pays-Bas	29,10	30,50
Luxembourg		22,80
Gde-Bretagne.. . . .	9,10	8,60
Suisse.. . . .	15,20	32,10
Autriche		7,50
Danemark.. . . .		11,00
Finlande		29,00
Grèce		6,20
Irlande.. . . .		8,50
Norvège		18,00
Portugal		7,70
Suède		20,50
Turquie		

(a) Les différences que l'on peut constater dans ce tableau pour chacun des pays s'expliquent, au moins pour une grande part, par le fait que les deux études ne partent pas des mêmes bases. L'importance de ces différences est indicatrice des précautions à prendre en matière de statistiques.

(b) Le Rapport Nathan tient compte en sus des charges obligatoires, des charges bénévoles, des conventions et coutumes ainsi que de l'impôt cédulaire.

(c) **Charges sociales obligatoires des entreprises.** Cette étude donne les taux de cotisations pour chaque poste accompagnés d'un grand nombre de renseignements complémentaires sur les particularités de chacun. Nous eussions voulu présenter un tableau comparatif des différents taux, ce qui, sans les explications, eût donné une idée inexacte de la réalité. Nos camarades qui seraient intéressés par cette question pourront se reporter à « Etudes et Conjonctures », n° 3, mars 1954. Les mêmes réserves valent évidemment pour les charges totales que nous ne reproduisons qu'à titre indicatif.

Les charges fiscales et parafiscales

On englobe sous le terme de **parafiscalité** « l'ensemble des taxes et redevances qu'un contribuable doit acquitter en dehors de ses impôts » (6). Elles sont nombreuses et variées.

Les charges sociales entrent-elles dans ce cadre ? C'est une question d'appréciation (7).

Quand on fait allusion aux charges parafiscales, on pense d'abord aux charges grevant la production et influençant les prix de revient des produits et des services ou obligations, allant de celles qui ont un caractère social à celles qui ont un caractère économique et professionnel, telles que les taxes de péréquation, de stockage, de frais de bureau, etc.

(6) « La Parafiscalité », p. 2.

(7) Que l'on classe les charges sociales dans la parafiscalité comme il est fait dans le **Bulletin des Contributions directes** ou que, comme le fait le **Rapport Nathan**, on les considère à part, cela n'affecte que le caractère moral de ces charges, mais n'en change en rien les incidences économiques.

Leur nombre dépasse 130 (8). Certaines font double emploi avec les taxes fiscales proprement dites ou les complètent. C'est le cas des redevances pour le financement de la formation professionnelle et de la taxe d'apprentissage affectées au développement de l'enseignement technique et de l'apprentissage (9).

Les charges parafiscales tiennent une place particulièrement grande dans les charges totales de la nation. Dans le **Bulletin des Contributions directes**, M. Roger Vieillard chiffre les recettes budgétaires pour 1951 à 2.529 milliards et les taxes parafiscales à 1.003 milliards, soit, pour un revenu national évalué à 12.000 milliards, un prélèvement total de 25,4 % ; le pourcentage des taxes parafiscales par rapport aux recettes budgétaires s'élève à 39,60 (10).

Que représentent les charges fiscales et parafiscales en France, comparativement aux autres pays ?

Le **Rapport Nathan** donne les chiffres suivants (11) :

(En % du produit national brut)			
France	All. occ.	Gde-Bret.	Italie
31,2	33	32,7	25,6

Si l'on s'en tient à ces chiffres, la France — charges annexes aux salaires mises à part — ne paraît pas trop mal placée par rapport à l'Allemagne occidentale et à la Grande-Bretagne. Mais ces chiffres ne prennent leur plein sens que si on les compare à la matière imposable et si, par ailleurs, on rapporte la part que représentent les impôts sur les dépenses aux ressources fiscales de l'Etat. On obtient alors les chiffres suivants pour 1952 :

France	Allem. occ.	Gde-Bret.	Italie
63,6	54,2	45	79,6

Comme on le constate, les impôts sur la dépense (Contributions indirectes) sont plus importants en France et en Italie qu'en Allemagne occidentale et en Grande-Bretagne. Que cela s'explique davantage pour des raisons psychologiques qu'économiques, il n'en demeure pas moins que les impôts sur le revenu n'ont pas, en principe, d'incidence sur les prix à la différence des impôts incorporés — et pour cause — dans les prix des produits.

Il faut aussi tenir compte du fait que l'agriculture française, particulièrement protégée, alourdit d'autant les charges des autres secteurs d'activités économiques et que des pays fortement industrialisés comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne occidentale supportent plus facilement un prélèvement élevé que des pays à faible productivité.

(8) **Journal officiel de la République française**, 5 janvier 1954, p. 145.

(9) « La Parafiscalité », p. 5.

(10) « La Parafiscalité », p. 4.

Le **Rapport Nathan** évalue à plus de 1.000 milliards la masse globale des cotisations prélevées en tant que charges sociales dont les trois quarts provenant des cotisations des entreprises sont incorporées dans les prix de revient, p. 33.

(11) **Rapport Nathan**, p. 17. Les bases de ces chiffres ne sont pas précisées, mais on n'y comprend vraisemblablement pas les charges annexées aux salaires. Ce qui importe, c'est, plus que l'exactitude des proportions, le rapport entre les données pour les différents pays.

Conséquences au point de vue du commerce international

D'après les différents documents étudiés ci-dessus, l'ensemble de la production industrielle française apparaît comme supportant des charges relativement plus lourdes que celles des six pays comparés.

Toutefois, il faut considérer que les chiffres n'expriment ici qu'une moyenne entre des taux différentiels qui sont ceux de chaque branche d'industrie et qu'ils ne présentent pas la réalité de la situation propre à chacun d'entre elles. Ils ne signifient pas nécessairement :

1° que la France est également mal placée à l'exportation dans tous les domaines ;

2° que ce sont les industries exportatrices qui se trouvent obligatoirement les plus infériorisées sur le marché international.

Il faut tout d'abord tenir compte du fait que les charges sociales sont remboursées aux entreprises travaillant pour l'exportation (12).

Il faut considérer, en outre, que les écarts entre la moyenne et telle ou telle industrie particulière sont parfois importants. Pour prendre quelques exemples, signalons que la moyenne du gain horaire, qui en Grande-Bretagne s'établissait en janvier 1952 à 114 par rapport à la France, atteignait 127 (13) pour la production des métaux, 123 pour les cuirs et peaux et 133 pour les industries du bois et de l'ameublement. En Allemagne, la moyenne qui est de 95 s'élève à 101 pour les métaux et n'est que de 87 pour les industries textiles, 86 pour l'habillement et le travail des étoffes.

Enfin, disons que les charges que nous venons de passer en revue ne représentent par elles-mêmes qu'un des éléments constitutifs du prix de revient et des prix de vente.

Le rapport coût de l'heure de travail-prix de revient ne prend son véritable sens économique, et de ce fait son véritable sens social, que si l'on fait intervenir la notion de rendement, c'est-à-dire si l'on considère la part des différents facteurs qui, outre la matière première et le travail, concourent à la formation du prix : outillage, investissements, organisation, distribution, etc.

Ce ne sont pas obligatoirement les entreprises ayant le coût de main-d'œuvre le moins élevé qui ont les prix de revient les plus bas, ce sont — toutes autres conditions égales — les entreprises les mieux outillées, et les mieux organisées.

Il faut aussi distinguer entre prix de revient et prix de vente. En France, les prix de vente sont établis pour permettre aux entreprises marginales de tourner malgré un prix de revient souvent fort élevé par rapport aux entreprises modernisées ; et comme les entreprises marginales sont relativement nombreuses en France, leur existence — à laquelle se lie celle des travailleurs qu'elles emploient — pèse sur l'économie nationale. Un secteur diffus de l'économie et une masse éparses de travailleurs vivent difficilement alors que des entreprises mieux outillées jouissent de profits confortables qui leur permettent de compléter les salaires officiels de leurs travailleurs — ou leur permettraient, si ces derniers étaient rétribués en fonction de la productivité de l'entreprise.

Pour aussi souhaitable que soit l'harmonisation des charges, elles ne sauraient suffire à

(12) Au sujet des modalités de remboursement, voir **Droit social**, mars 1954.

(13) Il serait plus normal de prendre les coûts que les gains, mais nous ne les possédons pas.

comblent l'écart entre nos prix et les prix européens, sinon mondiaux. C'est là qu'intervient la notion de productivité qui présuppose obtention facile et avantageuse de matières premières, orientation des investissements, organisation, reconversion, concentration, spécialisation, standardisation, esprit du risque et concurrence, diminution des frais généraux, rationalisation dans le domaine des transports et de la distribution, etc.

René MICHAUD.

Au secours des victimes de Franco

Le Conseil national de Solidaridad Confederal, 47, rue Jonquières, Toulouse, lance l'appel suivant :

C'est la première fois depuis l'existence de notre organisation que nous faisons appel à tous nos amis qui, de par le monde, nous apportent leur valeureux concours en faveur de la liberté en Espagne et leur généreux appui moral aux nombreuses victimes faites par le régime franquiste.

Le peuple espagnol qui a combattu jusqu'à l'extrême limite de ses forces pendant la guerre de 1936 à 1939 subit, depuis la victoire des séditieux obtenue avec la complicité des nazi-fascistes, le joug le plus tyrannique qu'il ait jamais supporté. La terreur et la désolation ont été semées parmi les démocrates et les syndicalistes libres espagnols.

Solidaridad Confederal — Solidarité Confédérale — créée sur les instances de nos camarades d'Espagne et appuyée par les exilés est une organisation d'entraide dont la tâche essentielle consiste à apporter son appui moral et matériel aux valeureux combattants de la Résistance espagnole, emprisonnés ou persécutés par la répression franquiste. Cet organisme est également au service de tous nos camarades exilés frappés par la maladie ou atteints par la vieillesse et qui sont dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins.

Ces camarades auxquels nous apportons notre solidarité font face à l'ignoble tyrannie franquiste et malgré les nombreux fusillés et torturés surmontent le péri personnel et l'angoisse familiale, persuadés que leur lutte pour la liberté individuelle et collective est le seul rempart qui garantisse la démocratie.

En luttant pour la libération de l'Espagne nous sommes également convaincus, comme nous l'étions de 1936 à 1939, que nous agissons pour le triomphe de la fraternité universelle.

Solidarité Confédérale, grâce à l'effort soutenu de ses adhérents, a accompli jusqu'à présent la tâche humanitaire qu'elle s'est fixée. Cependant la force de répression augmente sans cesse, nos besoins et nos disponibilités ne parviennent plus à satisfaire les demandes de secours qui nous sont lancées du fond des cachots par nos camarades et par les réseaux de résistance.

C'est pour nous permettre de poursuivre notre œuvre que, répondant aux suggestions de quelques camarades internationaux heureux de nous prêter leur aide, nous adressons cet appel à votre solidarité, si modeste soit-elle.

Au seuil de la nouvelle année, nous penserons ensemble que dans l'Espagne meurtrie nombreux seront les camarades qui fixeront leur regard d'espérance au delà des frontières.

Mais le peuple espagnol confiant dans l'aboutissement de ses efforts sait que le jour de la libération de l'Espagne approche et nous voulons croire que vous consolidez son espoir par l'appui que vous lui apporterez. En effet, rien n'est plus réconfortant dans le combat pour la liberté que de se savoir assisté par des camarades épris des mêmes aspirations de justice.

Camarades, hommes libres, secondez dans la mesure de vos moyens notre œuvre de solidarité. Répondez à notre appel et soyez assurés de l'efficacité de votre geste.

D'avance, camarades, merci.

Toulouse, décembre 1954.

LE CONSEIL NATIONAL

PROPOS DE FIN D'ANNÉE

Le bilan de l'année 1954 n'est pas riche. Nos déceptions et nos échecs nous confirment cependant dans cette opinion que si les raisons d'espérer sont minces, les motifs de persévérer sont plus impérieux que jamais. Persévérer dans notre volonté de rassembler les syndicalistes, hors des chapelles, des tendances et des sectes ; de chercher à l'intérieur de F.O. l'union des militants qui ne se résignent pas à l'ankylose bureaucratique... Persévérer dans notre volonté de maintenir la R.P., foyer de libre recherche et de libre discussion, en demeurant fidèles à l'esprit de ses fondateurs.

LE CONGRES FO ET L'INTERNATIONALE

Faut-il revenir sur le congrès F.O. ? Nous avions rêvé du nouveau départ d'une minorité que ne troubleraient pas les doctrinaires de laboratoires et les politiciens d'antichambre. Il faut croire que certains préfèrent irrévocablement les risques de vagabondages imprévus à la monotone sécurité qu'offrent trente ans de fidèle amitié.

Nous ne prétendons pas vaincre ce « démon de midi ». Mais celui-ci aurait pu manifester son dynamisme au sein du congrès. Il est vrai que la question internationale n'a pas été discutée au cours de la dernière journée. Il en fut de même de tous les problèmes étudiés par les commissions. Mais tous les congressistes pouvaient s'inscrire à la commission de leur choix. Et la discussion au sein de la commission des questions internationales fut libre, loyale et claire.

Je regrette encore une fois que l'on néglige le permanent, l'essentiel pour ne voir que l'actuel et l'accidentel.

Trop facile d'opposer « la folie des mots » à « la sagesse des faits » (1). Notre ami Mercier sait bien que nous craignons autant que lui le délire verbal. Mais nous avons le droit aussi — par réalisme — de préférer le mouvement qui dure à la protestation qui ne vit que pendant son éclatement, qu'elle ait ou non atteint son but.

Qu'on relise notre motion et nos explications. Notre tendance y apparaît nettement. Il s'agit avant tout de préciser les conditions d'un mouvement ouvrier international, libre et efficace. De l'autre côté, il y a les politiques : ceux qui attendent le salut d'un gouvernement Guy Mollet ou de gouvernements bevanistes... ou d'un nouveau Locarno.

Que de vieux syndicalistes n'aient pas compris cette opposition fondamentale... c'est pour nous un nouveau motif d'ahurissement ! Ce qui est vrai, c'est qu'à la commission, nos camarades de l'Union du Pas-de-Calais — fidèles à leurs traditions — ont dès l'ouverture des débats insisté sur le caractère politique (au sens banal du terme) de leur motion, et par là souligné la coupure entre eux et nous. Ils n'ont ni rusé ni manœuvré. Opposition permanente, qui n'exclut ni la collaboration sur le plan syndical ni l'accord sur des points précis, mais dont le brouillage favorise exclusivement ceux qui ne voient dans l'organisation syndicale qu'un terrain d'expériences et une masse de manœuvre.

(1) Cf. article de Louis Mercier dans la R.P. de décembre 1954. Il est reproché à la minorité comme à la majorité du Congrès de ne pas avoir évoqué le problème de la Sarre.

LA « MAISON » AVANT TOUT

On voudrait aussi répondre sincèrement et sans passion à ceux de nos abonnés qui regrettent de ne plus trouver dans la R.P. certaines signatures amies. Le mot regret est trop faible pour exprimer ce que nous éprouvons à ce sujet. Mais il faut en finir avec les bruits que font courir complaisamment les amateurs de petites histoires et de romans chez la pipelette. Nos désaccords n'ont pas à être décelés par le « flair » des commères de l'avenue du Maine. Ils ont été publiquement exprimés dans les colonnes de la revue. Ils ne sont pas inexplicables, encore moins définitifs.

Il reste que nous vivons un moment de troubles — comme nous en avons connu quelquefois dans le passé de la R.P.

Seulement ce qui est essentiel c'est de passer le cap, de sauver la revue.

LA FRANCE, COLONIE AMERICAINE ?

Défense de l'Homme, dans son numéro de décembre 1954, publie une controverse intéressante sur « la liberté des échanges » entre J. Fontaine et Paul Rassinier. Nous n'entendons pas y participer en ce court propos. Mais nous voulons une fois de plus signaler une courante déformation de la réalité, perpétrée dans le but de favoriser une thèse facile.

Rassinier écrit, en effet : « *La France débitrice des Etats-Unis par les voies du déficit de sa balance commerciale se trouve entièrement dans leur dépendance : ce sont les Américains qui commandent chez nous. Ils y sont même installés à demeure. Et parce que nous leur devons de l'argent, nous sommes obligés d'épouser leurs querelles jusqu'au risque de faire sauter la planète.* »

« Cochons d'Américains »... qui nous ont ainsi salement colonisés. Heureusement qu'il y a au Parlement et dans le pays... d'héroïques « fellagha » défenseurs de notre indépendance... que l'on ne désarmera pas facilement... tels Claude Bourdet, Edouard Herriot, Edouard Daladier, Jacques Duclos, Naegelen (qui par ordre de l'Amérique — sans doute — a fabriqué les élections algériennes, mais qui s'efforce maintenant de prendre des leçons de démocratie... orientale), et autres adversaires de la C.E.D. et des accords de Londres.

Cochons... oui... mais aussi Gribouilles. Car le plan Marshall avait pour but et eut comme effet de revigorer l'industrie française, donc de la replacer en position favorable sur le marché mondial. Car un communiqué officiel du 30-12-54 nous apprend que l'année 1954 a connu une sérieuse diminution du déficit de la balance commerciale... grâce aux touristes étrangers (go our home ! !), aux dépenses de l'armée américaine et aux recettes des contrats off shore... C'est-à-dire que les Américains nous colonisent en nous fournissant les moyens de briser nos chaînes forgées par le déficit de la balance commerciale.

Il faut reconnaître que la France a su coloniser avec beaucoup plus d'efficacité en Indochine et en Afrique du Nord.

Rassinier a raison. N'épousons plus les querelles américaines comme ces nigauds d'ouvriers berlinois qui se firent tuer en juin 1953 simplement pour du corned beef et du chewing gum !

VOIR CLAIR

Ce qui est le plus important dans ces débats sur les accords de Londres, ce sont les sentiments qu'ils font lever. Sentiments discordants, contradictoires sans nul doute, mais liés par une dominante commune : la crainte et la haine du militarisme allemand, les uns mettant l'accent sur le substantif, les autres sur l'adjectif.

Peut-on — une fois n'est pas coutume — inviter nos camarades à lire le numéro de *Match* du 1^{er} janvier 1955. Raymond Cartier y « interroge les chiffres, les faits, les hommes »... qui dessinent la réalité inconnue de demain.

Ce qui est significatif, c'est l'importance de l'*antimilitarisme allemand* dont « les enragés » sont les jeunes hommes de 16 à 25 ans, dont la puissance populaire explique l'intransigeance des socialistes et des syndicats contre la C.E.D. ou les accords de Paris.

Naissance ? dit Cartier. Toujours la même ignorance d'un passé que nous avons vécu.

En 1918 et en 1919, le radicalisme antimilitariste en Allemagne a presque dépassé celui de Russie. Il suffit de lire les livres de E. M. Remarque, pour en être convaincu.

Autre sujet d'étonnement : les grands industriels dont Krupp von Bohlen sont d'accord avec leurs ouvriers pour s'opposer à la remilitarisation.

Enfin les chefs probables de la future armée allemande sont presque tous des gens qui ont conspiré plus ou moins franchement contre Hitler. Il est vrai qu'il y a aussi d'authentiques « Junkers » mais Cartier a raison de rappeler que ceux-ci furent annexés par le nazisme sans y avoir adhéré spontanément. Nous sommes à l'époque de la plus grande confusion. Avant la guerre, Daniel Guérin lançait déjà le slogan du « *fascisme instrument du grand capital* » comme il en a lancé d'autres, depuis.

Aujourd'hui, la « cohue » se nourrit d'une invraisemblable bouillie et s'habille au bric à brac de haillons passés.

Le pacifisme s'allie à la germanophobie. L'antimilitarisme au chauvinisme. On colle dans le même sac les capitalistes classiques, les totalitaires ennemis de la libre entreprise, les catholiques adversaires du totalitarisme laïque et partisans d'un paternalisme anticapitaliste.

Les Juifs du *Droit de vivre* — qui mènent courageusement le combat contre le colonialisme — condamnent (et en quels termes !) l'armée allemande, parce que les hitlériens ont exterminé les Juifs. Et dans cette condamnation, ils s'accordent avec Philippe Barrès, fils et héritier de Maurice Barrès — qui s'étonnait que Dreyfus fût encore vivant, après sa condamnation — ainsi qu'avec les staliniens qui ont pratiqué un antisémitisme aussi efficace que celui d'Hitler...

Voir clair d'abord. Penser clair. Parler clair... On pourrait presque se contenter de cette devise.

PALADINS DE L'OCCIDENT

Le *Monde*, par la plume de Sirius (n'est-ce pas le nom de guerre de son propre directeur M. Beuve-Méry ?) a pris position contre les accords de Paris. C'est évidemment son droit. Seulement le style particulier de la Maison y apparaît dans ces quelques lignes : « **Par une ironie du sort bien significative, c'est au moment où Otto Strasser et Léon Degrelle rejoignent derrière Syngman Rhee et Tchang Kaï Chek la vaillante cohorte des paladins de l'Occident que les Chambres françaises doivent se prononcer sur le réarmement allemand** ».

Le *Monde* est un journal sérieux, lu par des gens sérieux. On conclut donc que Syngman

Rhee, Tchang Kaï Chek, Otto Strasser et Léon Degrelle sont les hommes de l'Occident, donc du parti américain.

Formulons timidement les objections suivantes :

1^o Syngman Rhee — vieux nationaliste coréen — et à fortiori Tchang Kaï Chek (qui fut un moment l'allié de Staline) ne sont pas des... « créations américaines ». On doit savoir, si l'on est sérieux, que le gouvernement Truman, trois mois avant l'agression en Corée, a rompu avec Syngman Rhee pour l'obliger à des élections démocratiques, qu'il a refusé de soutenir efficacement Tchang Kaï Chek — que le gouvernement Eisenhower, malgré ses tendances dangereuses, a résisté aux pressantes injonctions des deux politiciens asiatiques ;

2^o Léon Degrelle, chef des hitlériens belges, se serait manifesté en Espagne. Mais Spaak — le plus Européen des hommes d'Etat — a réclamé son extradition au gouvernement espagnol ;

3^o Otto Strasser, leader de la « gauche » (! ?) hitlérienne, proscrit par Hitler, vient de s'affirmer partisan de la neutralisation de l'Allemagne.

Objections qui ne sont des arguments valables ni pour ni contre les accords de Paris — mais qui restent des éléments d'appréciation, quant à la bonne foi de M. Sirius-Beuve-Méry.

VOTES SIGNIFICATIFS

La Commission politique de l'O.N.U. a condamné en termes sévères l'abominable politique raciale appliquée en Afrique du Sud. La France et la Grande-Bretagne ont voté contre la résolution. Les Etats-Unis se sont abstenus.

La même commission a décidé d'ajourner le débat sur le Maroc. Une minorité demandait que la question soit retirée de l'ordre du jour. Les trois grandes puissances occidentales figuraient dans cette minorité.

On annonce également que les Etats-Unis ne soutiendront pas la Grèce qui entend contre la Grande-Bretagne soulever la question de Chypre devant l'O.N.U.

Confirmation de ce que nous avons fréquemment affirmé. La Grande-Bretagne et la France ne soutiennent pas la politique américaine. Ce sont les Etats-Unis qui se lient stupidement aux positions impérialistes de la Grande-Bretagne et de la France. Et ici, impérialisme est indiscutablement synonyme de réaction.

UNE AUTRE CONFIRMATION

On entend dire fréquemment qu'en France les charges sociales et fiscales alourdissent les prix de revient — et que la compétition internationale nous est défavorable. Sans doute une politique ouvrière internationale doit-elle tendre vers l'alignement au niveau le plus élevé des conditions de travail. Mais, outre le fait que les hauts salaires aux Etats-Unis ne gênent guère l'industrie américaine sur le plan mondial — deux exemples significatifs renforcent l'argument ouvrier. Ils ont été cités par M. André Platier dans une conférence à l'Association française de science économique, et repris par M. Pierre Drouin dans *Le Monde* du 30 décembre 1954.

Au Danemark, les salaires et les charges fiscales sont beaucoup plus élevés qu'en France — ainsi que les autres éléments du prix de revient. Cependant le lait français ne peut pas supporter la concurrence du lait danois.

Au contraire, dans l'industrie pneumatique, tous les éléments du prix de revient sont défavorables

pour les producteurs français. Et cependant les prix nets à la production sont inférieurs en France à ceux enregistrés en Angleterre, Belgique, Hollande, Allemagne et Italie.

Les hauts salaires, les avantages sociaux doivent naturellement développer le progrès technique et donc assurer aux industries d'exportation une position favorable. Mais l'étatisme, pour des raisons politiques, aboutit à protéger les entreprises réactionnaires, donc à paralyser le progrès technique.

Roger HAGNAUER.

Parmi nos

LETTRES

LES ELECTIONS SYRIENNES

A la suite des élections syriennes, Louzon avait demandé à un de nos amis des précisions sur le déroulement de ces élections, particulièrement sur l'attitude du parti socialiste syrien. Voici la réponse de notre correspondant :

J'ai bien reçu votre lettre du 12 me demandant des précisions sur les élections syriennes. L'avis de tous les observateurs — et c'est aussi le mien — est qu'elles ont été tout à fait libres. Tous les partis ont pu présenter des candidats et défendre publiquement leur programme. Les partisans de Chichakly eux-mêmes, si peu de temps après l'élimination violente de la dictature, ont pu le faire. La seule irrégularité dont on ait fait état se serait produite à Alep, où le parti populiste, qui détient les leviers de commande dans cette ville, aurait omis d'inscrire sur les listes électorales 9.000 Arméniens, sachant que cette minorité nationale votait pour ses adversaires. Presque partout la campagne électorale s'est déroulée dans le calme. Il y a eu cependant quelques bagarres à Hama, où la lutte a été vive entre socialistes (sortis vainqueurs de l'épreuve) et partisans des grands propriétaires.

Ces élections présentent cependant quelques différences avec celles qui ont lieu habituellement en Europe. Dans chaque circonscription, les électeurs sont invités à voter pour plusieurs candidats, mais ceux-ci ne forment pas de listes, ils se présentent individuellement, en indiquant leur étiquette politique (ou la mention « indépendant ») et leur religion. Chaque électeur est tenu de respecter la proportion confessionnelle, en inscrivant sur son bulletin un certain nombre de musulmans et un certain nombre de non-musulmans. (La proportion est variable, suivant les circonscriptions). Les Ismaéliens, Druzes et Alaouites sont assimilés aux musulmans. Les non-musulmans ne comprennent en fait que les chrétiens, car dans la situation actuelle, il serait pratiquement impossible à un juif d'être candidat aux élections : c'est un des déplorables effets du partage de la Palestine. Ce système assure aux musulmans une nette majorité. Toutefois, les chrétiens peuvent accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat, sauf à celle de président de la République. L'actuel président du Conseil, Farès El Khoury, est un chrétien (protestant).

Les partis ne sont pas de simples coteries groupées autour d'un chef. Ils ont des programmes différents. Ainsi le parti nationaliste, le plus conservateur, s'oppose au parti populiste en ce qu'il est adversaire du Croissant fertile.

Je vous ai déjà envoyé quelques détails sur le parti socialiste de la renaissance arabe. Je ne puis le connaître que de l'extérieur, par des conversations avec des militants. Les points principaux de son programme sont la loi agraire, la lutte contre les « cinq grands » (industriels), la lutte contre le sionisme, la neutralité entre le bloc occidental et le bloc stalinien. Le parti ne veut pas avoir de rapports, même de simple discussion, avec les communistes. Cependant, il semble qu'il y ait à ce sujet, d'après ce qui m'a été rapporté, des divergences entre Akram Haurani et Michel Aflaq, le premier étant plus antistalinien que le second. Un point noir est l'attitude du parti envers les juifs : ces derniers ne peuvent y adhérer. Comme j'exprimais mon désaccord sur cette question à un socialiste, lui faisant observer qu'un juif n'était pas forcément un sioniste, il me répondit à peu près en ces termes : « Vous jugez en Occidental. Les juifs orientaux, en particulier en Syrie et en Iraq, se considèrent tous comme des sujets de l'Etat d'Israël. Nous n'agissons pas par racisme, mais par simple instinct de conservation. »

D'autre part, les socialistes se déclarent en même temps nationalistes arabes. A ce sujet, j'ai dit à l'un d'eux, celui dont je viens de parler plus haut — « Je comprends qu'il y a dans le monde des questions nationales arabes à résoudre. Mais avez-vous conscience qu'une fois ces questions résolues, il n'y aura pas de solutions socialistes véritables en dehors de l'internationalisme ? » Il me répondit par l'affirmative, mais sans grande conviction, me semblait-il. Vous me demandez enfin si le fait que la Syrie et le Liban aient subi l'occupation française et non anglaise aide à comprendre qu'ils soient en avance sur les autres pays arabes d'Asie au point de vue de la démocratie politique. Je crois qu'il faut d'abord admettre ceci : la Syrie (dans sa partie vitale), le Liban et la Palestine ont une végétation et un climat méditerranéens beaucoup plus propres au développement économique et culturel que le climat désertique. Cela prédisposait ces trois pays à être en avance sur leurs voisins du désert à tous les points de vue. Mais la Palestine a été démembrée, sa partie arabe rattachée à la Transjordanie désertique ; elle est donc hors du jeu. Restent la Syrie et le Liban, qui sont naturellement en avance sur la Jordanie, l'Iraq et à plus forte raison l'Arabie saoudite ou le Yémen.

Toutefois, j'ai constaté un fait qui peut contribuer à expliquer la question. Malgré l'occupation que l'on ne manque pas de critiquer (la fête nationale syrienne est celle qui commémore le départ des troupes françaises), malgré la sympathie que l'on apporte aux mouvements nationalistes de l'Afrique du Nord, les Français sont assez bien vus en Syrie, et encore plus au Liban. Je pourrais même dire qu'il en est de même dans les autres pays arabes. J'ai été un peu surpris de constater qu'en Iraq même, les idées de la Révolution française de 1789 représentent quelque chose de vivant pour les jeunes intellectuels. Au contraire, la sympathie pour les Anglais est beaucoup plus rare. Au cours d'un premier voyage en Jordanie, j'ai constaté combien ce pays a adopté les habitudes anglaises. Un second voyage, ainsi que des conversations avec des Jordaniens m'ont convaincu que seuls les bourgeois du pays avaient une sympathie pour l'Angleterre, les gens du peuple lui étant assez souvent hostiles. Cela doit provenir de ce qu'en général, les Français qui séjournent dans ces pays ont plus de contacts avec le peuple que les Anglais, ces derniers restant beaucoup plus distants. Aussi l'influence politique française a-t-elle pu être plus profonde que l'influence anglaise. Elle est marquée en tout cas sur un point : l'idée républicaine. Le sentiment républicain est assez vif en Syrie pour être un obstacle très sérieux à la fusion avec l'Iraq.

J. G.

LETTRE DE TUNISIE

Tunis, 16 décembre 54.

... Ici ça ne va pas très bien. L'opinion publique est contre la reddition des fellagha. Les gens se disent que s'ils (les Français) nous prennent les armes des fellagha, que nous reste-t-il ? A aller en prison et à nous poser pour des martyrs ! Ils estiment que la Tunisie a dépassé ce stade.

Et puis, surtout, nous n'avons plus confiance qu'en nous-mêmes.

Les attentats de la main rouge recommencent. Trois bombes ont éclaté hier soir aux domiciles de trois néo-destouriens notoires. Naturellement, les Français accusent les vieux-destouriens de cela ; mais ce n'est pas vrai : les vieux et les néo n'ont jamais été aussi d'accord qu'en ce moment, ou plutôt il n'y a plus ni de néo ni de vieux, il y a des patriotes tunisiens, et c'est tout.

Aucun Tunisien — que ce soit un vieux bourgeois, comme disent les communistes, un fonctionnaire ou un ouvrier — qui ne demande pas l'indépendance entière et TOTALE, comme je l'ai entendu dire il y a deux jours par un jeune fonctionnaire.

Le soir, à partir de 9 heures, des agents de police, avec le mousqueton sur l'épaule, à tous les carrefours et aux portes de la ville arrêtent toutes les voitures à la recherche des munitions, des bombes, des armes et des malfaiteurs, disent-ils.

Les gens s'en amusent et sortent exprès le soir pour être fouillés par la police.

Malheureusement, nous avons le spectacle navrant des fellagha qui rentrent de leurs montagnes, les laissant à l'occupation française.

Il paraît que le gouvernement français a voté un crédit de quelques milliards pour construire des routes qui passent par les anciens repaires des fellagha.

Vous voyez que les Français prennent leurs précautions. Pas si bêtes les amis.

Et ces fameuses négociations ! Il semble qu'ils n'en finissent pas. Ici les gens attendent sans grand espoir.

On dit ici que le président Ben Ammar a été voir le résident et Fouchet pour leur dire que si on n'arrête pas ceux qui ont mis des bombes d'ici deux jours, ou qu'on donne la police aux Tunisiens, il démissionne tout de suite. Est-ce vrai ou non, on n'en sait rien. — N.

LE RAIL ET LA ROUTE

Hémy (de Dijon) présente des objections à la thèse de Louzon sur le Rail et la Route. Espérons qu'il nous enverra sur cette question l'étude promise.

J'ai été surpris de la position prise par Louzon dans le numéro de décembre de la R.P. au sujet de la concurrence charbon-mazout et rail-route.

Je laisse à des camarades de la partie et mieux informés que moi la tâche de défendre le charbon contre le mazout.

En ce qui concerne le problème rail-route, je pose la question. Est-il logique de comparer des prix de revient rail artificiellement gonflés par des charges unilatérales et par les énormes gaspillages habituels à la S.N.C.F. et des prix de revient route artificiellement réduits par les privilèges fiscaux, la non-observation des lois du travail et des méthodes commerciales déloyales ? Evidemment non. Un examen approfondi et sans parti pris du problème conduit aux conclusions suivantes : à charges égales et géré sagement, de tous les moyens de transport, y compris la voie d'eau, le transport par rail est celui qui offre le prix de revient le plus bas. Contrairement à ce que croit Louzon, le transport par voie ferrée n'est nullement une technique périmée, et est encore susceptible d'immenses perfectionnements.

POUR LA FUSION

R.P.-DEFENSE DE L'HOMME

Une suggestion, qui n'est pas nouvelle, de Barré (de Lorient). Nous lisons avec intérêt et plaisir « Défense de l'Homme ». Mais la « R.P. » perdrait sa raison d'être, si elle cessait d'être essentiellement syndicaliste.

Je suis plus que quiconque sensible aux appels de détresse de la R.P.

La majorité des hommes, en dehors du cinéma, du stade, de la partie de cartes et du bistrot se foutent de tout.

Nous sommes donc très peu à penser R.P. Par surcroît, ceux-là sont les mêmes qui pensent Défense de l'Homme, Raison Militante, Monde Libéraire, etc.

Comme je suis abonné à ces revues, je constate que tout en se complétant, elles font en gros double emploi.

Par exemple et surtout pour ce qui est de la R.P. et de la Défense de l'Homme du mois de novembre, les papiers suivants de la R.P. :

Alexandre Jacob — Le vrai problème nord-africain — Notes d'Economie et de Politique — L'Internationale se fera-t-elle ?, etc.

se retrouvent dans la Défense de l'Homme :

Le prodigieux Jacob — Le prolétariat — La répression colonialiste — Où va le salarié — Plus tard les moyens de la paix, etc.

J'ai donc pensé (c'est une simple suggestion) que si la R.P. et la Défense de l'Homme pouvaient fusionner, cela arrangerait bien les choses.

Les camarades qui sont abonnés à ces deux revues ne me cachent pas qu'ils préfèrent les articles de la Défense de l'Homme qui sont plus à la portée du Français moyen que ceux de la R.P. qui s'adressent le plus souvent à des syndicalistes déjà avertis.

Je ne sais donc pas si cette fusion est possible, mais, à mon avis, elle serait souhaitable.

VICTOR DELAGARDE

Nous avons appris la mort, le 4 décembre dernier, de notre camarade Victor Delagarde, qui fut des fondateurs de la « R.P. » et figura dans le noyau, dès la création.

Métallurgiste, Delagarde appartenait à cette phalange ouvrière qui, par son adhésion à la III^e Internationale, provoqua en 1920 la création d'un parti communiste que l'on voulait fondamentalement différent de la vieille social-démocratie. Il organisa, après la scission confédérale, le premier congrès des usines de la région parisienne, le seul qui eut quelque succès et qui représenta vraiment quelque chose. Membre du comité central du parti, il semblait désigné pour le secrétariat du syndicat des métaux. Mais son indépendance d'esprit le rapprocha de Monatte et de Rosmer dans leur opposition à la bolchevisation de 1924. Il signa avec eux la brochure qui marqua leur rupture avec le P.C.

Victor subit ensuite, comme beaucoup de militants des Métaux, la disgrâce d'une promotion rapide, que son intelligence et sa grande culture d'autodidacte justifiaient pleinement, mais qui l'éloigna du mouvement ouvrier. Il appartenait depuis de longues années aux cadres de l'industrie.

Cependant il n'a jamais cessé de figurer parmi les amis de la « R.P. », et à chacune de ses visites — trop rares — il nous parlait avec la même fraternelle confiance. C'est avec une profonde émotion que nous voulons ici saluer sa mémoire.

La «R.P.» a trente ans !

Les quinze premières années de lutte pour la renaissance du syndicalisme, pour la libération de la classe ouvrière et des peuples opprimés

La R.P. a trente ans ! Beaucoup de nos lecteurs actuels n'ont pas connu les débuts de notre revue. Voici quelques titres relevés dans la collection de 1925 à 1939. Nos anciens abonnés y retrouveront des souvenirs vivants. Les nouveaux y verront la preuve de notre constance et de la nécessité de notre revue.

1925

Fondation de la R.P. en janvier 1925.

Dès le huitième numéro, une enquête sur *l'Unité syndicale*.

On pose le problème de l'Inde : *la Véritable Inde et l'Inde légendaire* (R. Louzon).

Celui de la Chine : la Chine de Sun Tat Sen (A. Rosmer).

En pleine guerre du Maroc : *Vive la République rifaine* (R. Louzon).

La R.P. est la seule revue ouvrière à poser tout le problème de la crise du bolchevisme en assurant la diffusion du livre de Max Eastman : *Depuis la mort de Lénine*.

Enfin la R.P. dénonce le complot qui aboutit à la dissolution de la C.G.T. tunisienne et à la condamnation de ses fondateurs.

1926

Pierre Monatte pose la question : *Quand sonnera l'heure de l'unité* (nos 13, 14, 16).

— *La grève générale anglaise* (R. Postgate) (n° 15).

— *La crise de l'Internationale communiste* est étudiée par A. Rosmer et B. Souvarine.

L'affaire Sacco-Vanzetti est exposée par Upton Sinclair.

1927

La lutte des pêcheurs bretons (E. Allot) (nos 38 et 39).

Les mineurs de la Loire (U. Thevenon) (n° 32).

La transformation de l'Internationale par E. Fimmen (n° 39).

La dictature stalinienne est définie et précisée par R. Louzon (n° 46) et A. Rosmer (n° 47).

1928

Le traitement unique : revendication syndicaliste des jeunes de l'Enseignement, est exposé par H. Fulconis (n° 63).

A la veille du vote de la loi sur les *Assurances sociales*, L. Fontis étudie la médecine des Assurances sociales (n° 63).

Publication du manifeste : *A bas la rationalisation* (n° 66).

Pas de guerre avant dix ans, affirme R. Louzon (n° 65).

En 1928 la R.P. ouvre une rubrique : *Emprisonnés et déportés — consacrée surtout aux victimes de la dictature stalinienne*.

1929

Les assurés sauront-ils prendre la gestion des *Caissees d'assurances* ? question — hélas ! — réglée aujourd'hui que posait L. Fontis (n° 71).

Labour Party, Social-démocratie, Internationale Communiste : R. Louzon étudie ces trois formes et ces trois esprits (n° 72).

Pierre Monatte à propos de *l'exil de Trotsky* dénonce les dangers qui menacent la Révolution russe et le mouvement révolutionnaire dans le monde (n° 75).

La R.P. publie la préface d'A. Dunois sur l'Histoire de la Commune, vivante biographie de l'auteur : *Lissagaray* (n° 78).

C'est au cinquième congrès de la C.G.T.U. que Chambelland consacre un grand article (n° 89). De ce congrès sortira une nouvelle minorité de la C.G.T.U.

Tardieu accédant au pouvoir, la R.P. consacre au « mirobolant aventurier » une étude de F. Châlây, qui sera publiée en brochure.

La R.P. est la première revue en France à annoncer les graves conséquences du grand krach boursier de New York (R. Louzon, n° 92).

P. Monatte rappelle à la minorité de la C.G.T.U. que *l'autonomie syndicale* reste une formule d'avenir.

1930

La faillite de l'Internationale Communiste est étudiée par F. Lorient (n° 95).

Cent ans de capitalisme en Algérie — à propos des fêtes officielles de la colonisation. (R. Louzon, nos 99 et 104).

Panorama malgache (J. Pera) (nos 101 et 102) pose la question de Madagascar.

Pour la première fois, le nom du Viet-Nam apparaît sur la couverture (J. Pera) (nos 107 et 108).

Le 1^{er} juin 1930 (n° 105) Pera célèbre la *Révolution nationale de l'Inde* et fait connaître le nom de Nehru.

La R.P. véhicule les idées du *Comité de propagande pour l'unité syndicale* (Comité des 22) et ouvre le débat sur cette initiative.

1931

La R.P. ouvre une nouvelle rubrique sur les événements d'Espagne.

Vers le socialisme ou vers le pharaonisme ? (R. Louzon) (n° 118).

1932

Le soulèvement du prolétariat belge est étudié dans les numéros 132, 135, 137.

Les événements d'Allemagne sont étudiés par Simone Weil (nos 138 et 140), par R. Bertholet (nos 130, 132, 133), par Daniel Guérin (nos 125, 137, 139).

L'ancien et le nouveau Faubourg (De Groote) (n° 141).

L'affaire Tom Mooney-Billings est exposée par Magdeleine Paz (n° 124).

La R.P. ouvre une enquête sur la semaine de 40 heures (nos 128 et 130).

1933

Le syndicalisme révolutionnaire — la fin de l'Europe libérale, tels sont les thèmes longuement étudiés par Edouard Berth (nos 149, 161, 162).

La lutte des indigènes indonésiens contre l'imperialisme hollandais (Sarah Fanah) (nos 146, 147).

L'école rurale prolétarienne est étudiée par A.-V. Jacquet (nos 156, 158).

L'industrie du bijou par Sancier (n° 144).

La R.P. informe sur l'affaire Victor Serge (nos 151, 152, 153, 154, etc.).

1934

Le numéro 169 est presque entièrement consacré à la journée du 12 février.

Au syndicat le pouvoir : manifeste publié dans le numéro 168, ouvre une longue discussion.

La grève du textile de Verviers est étudiée par M. Chambelland (nos 173, 175).

La R.P. dénonce le fascisme colonial en Tunisie (nos 179, 180, 183, 184).

La R.P. démontre la duperie du planisme : le plan de Man (R. Louzon) (n° 171) ; le plan de la C.G.T. (M. Chambelland) (nos 187 et 188) ; la classe contre les colonies (R. Hagnauer) (n° 177).

La R.P. publie régulièrement les Notes sur l'URSS de M. Yvon.

1935

Les menaces du fascisme, les espoirs et les illusions du Rassemblement populaire, la réalisation prévue de l'unité syndicale fournissent la matière d'études denses et nettement orientées.

Vers une nouvelle mystification (E. Berth) (nos 210 et 211).

Les ententes patronales (M. Chambelland) (nos 195 et 196).

Le rassemblement antifasciste et le salut par le syndicalisme (R. Hagnauer) (nos 202 et 203).

Les paysans dans la société moderne (J. Teilhac) (nos 200 et 201).

La R.P. publie un manifeste sur le syndicalisme en danger (n° 204).

Staline ayant publiquement approuvé la politique de « défense nationale » de Pierre Laval, la R.P. organise la protestation contre la guerre et l'Union sacrée (numéros 199 à 213).

1936

Une grande étude de Louzon sur Espagne fin 1935 (n° 214).

Tous les numéros de la R.P. vont être consacrés en partie aux grands mouvements de l'année et à la réalisation de l'unité, à la préparation du congrès de fusion de 1936 (numéros 215 à 218).

La R.P. dénonce la nouvelle « Union Sacrée » (n° 218).

Elle publie les lettres de Marie Guillot (n° 219).

Une grande étude de Simone Weil (n° 224) et un article de P. Monatte (nos 225 et 226) consacrent l'importance historique du mouvement d'occupation des usines de juin 1936, largement décrit dans plusieurs numéros.

A partir du numéro 228, c'est à la guerre civile espagnole qu'une place importante sera réservée.

Le premier « procès de Moscou » est décrit, analysé, commenté par Martinet, V. Serge, Yvon et Pierre Monatte (n° 230).

1937

La vedette appartient toujours à la guerre civile espagnole et aux massacres judiciaires de Moscou.

Dans le numéro 240, on trouve le texte d'un appel pour le prolétariat indochinois en lutte.

Ce sont les crimes staliniens en Espagne qui sont dénoncés dans le numéro 249. La R.P. dans le numéro 254 publie les résultats d'une enquête menée en Espagne.

A partir du numéro 255, la R.P. ouvre un débat sur le sujet : Comment abattre le fascisme.

1938

Le numéro 263 porte ce titre étincelant : Assez de sang versé pour crime d'internationalisme ouvrier ! Et ce qui est en question, c'est non seulement le terrorisme stalinien en Russie et en Espagne, mais aussi le terrorisme colonial en Tunisie, avec un article de Habib Bourguiba.

Le troisième procès de Moscou est analysé par Victor Serge (n° 266).

C'est à la constitution du Comité syndical d'action contre la guerre — et ensuite aux événements internationaux de septembre 1938 que sont consacrées de nombreuses pages dans les numéros de l'année.

Enfin la préparation et le compte rendu du congrès confédéral de Nantes occupent les numéros 282 et 283.

Le numéro 285 est consacré à la grève du 30 novembre.

1939

Habib Bourguiba étudie le problème tunisien et le statu quo méditerranéen (n° 286).

C'est la fin de la République espagnole qui inspire à Louzon un article qui porte loin : La chute de Barcelone, fin du socialisme (n° 290).

Le numéro 293 annonce un rassemblement d'organisations et de militants contre la guerre.

La politique russe fonction de la Pologne (R. Louzon) (n° 294), article prophétique que l'on ferait bien de relire.

Le dernier numéro d'avant guerre (n° 301) est consacré à la bombe du pacte germano-soviétique (R. Louzon) et à la trahison de Staline (M. Chambelland).

Les valeurs permanentes que nous défendons depuis trente ans...

Syndicalistes amateurs

On sait en quoi consistent les syndicalistes professionnels. Ce sont les fonctionnaires d'organisations syndicales, les fonctionnaires appointés, les fonctionnaires permanents non pour une période déterminée, mais à vie, ayant dit adieu à l'atelier, regardant leurs fonctions syndicales comme une nouvelle profession.

Les syndicalistes amateurs — puisque amateurs il y a — ce sont probablement les militants qui n'ont pas besoin d'être appointés pour militer, qui n'ont pas peur de rester ou de retourner à l'atelier, qui ne se regardent pas comme des chefs, qui n'ont pas honte d'être de simples soldats, mais qui entendent, tout en étant simples soldats dans l'armée ouvrière, garder le droit d'avoir un avis sur tous les problèmes syndicaux, et de le donner quand ça leur chante. Sachant qu'on n'a seulement que les droits que l'on prend, ils prennent même celui de juger leurs chefs.

Pierre MONATTE
(« R.P. » août 1926)

Notre révolution

Les intellectuels dont je parlais tout à l'heure, s'ils distinguent dans le prolétariat une fraction révolutionnaire ayant leur faveur, dressent aussi de beaux plans de révolution et invitent le prolétariat à les exécuter docilement.

Ils ne cesseront pas de se heurter à notre intransigeance opiniâtre, à nous militants de la **Révolution prolétarienne**, nous qui ne sommes pas révolutionnaires par effort intellectuel, par volonté ambitieuse, par goût sportif, mais tout simplement, tout platement parce que nous voulons assurer au prolétariat, à tout le prolétariat, le maximum de bien-être et de liberté.

Roger HAGNAUER
(R.P., 10-2-1935)

L'imposture stalinienne

Le régime qui exile Trotsky, déporte Riazanov, affame Victor Serge, qui châtie un meurtre politique, commis dans des circonstances inexplicables, par des dizaines d'exécutions sommaires et rend ainsi dérisoires nos protestations contre les violences fascistes, qui punit de mort les cheminots quand un accident se produit dans leur service, qui augmente l'écart entre les salaires, qui soumet les travailleurs au régime de la plus rigoureuse résidence forcée, et aussi de la plus constante surveillance policière — un tel régime a pu être imposé par les circonstances, aucune propagande et aucun bluff ne nous le feront prendre pour du socialisme. Le socialisme, a dit Lénine, c'est l'électrification s'ajoutant au pouvoir des soviets. L'électrification et tous les efforts pour activer les progrès matériels dans un pays de civilisation arriérée, je les vois et personnellement je me garde d'en sous-estimer l'importance et les bienfaits — mais quand nous ne voyons plus trace du pouvoir des soviets ailleurs que sur le papier et dans les discours, quand nous voyons rétrocéder et dépérir le progrès humain que ces mots représentaient, nous tenons pour une imposture de parler alors de socialisme : fidèles ainsi à l'enseignement de Lénine et d'abord à l'enseignement de Rol-

land, si nous avons besoin de justifications extérieures.

Voilà, brièvement indiqués, quelques-uns des points sur lesquels j'aurais voulu répondre à Romain Rolland, et il en est beaucoup d'autres. Mais sans doute ce schéma suffira-t-il à préciser notre position et ses raisons. Puissent seulement les politiciens de toute observance, communistes et socialistes, cesser à temps d'envisager la réalité sociale et les intérêts de la classe ouvrière à travers leurs combinaisons de partis et de sectes — ne pas attendre, comme en Allemagne, qu'il soit trop tard, pour envoyer promener leurs formulaires et leurs bibles et pour combattre dans leur être réel, avec des forces réelles, les dangers grandissants qui menacent le prolétariat et toute l'humanité !

18 mars 1935.

Marcel MARTINET
(R.P., 25-3-1935)

Sortir de la nation

Créer une **internation universelle**, aujourd'hui, dans l'état actuel de l'Europe et du monde, est évidemment une impossibilité. Mais on peut, et c'est l'essentiel, en créer dès maintenant une ébauche. L'internation, la fusion d'Etats jusqu'ici souverains en un unique organisme dépossédant chacun des Etats anciens de sa souveraineté pour toutes les affaires communes, n'est possible qu'entre Etats déjà basés sur des principes généraux communs. C'est pourquoi la création d'une internation n'est actuellement possible qu'entre les pays à régime politique dit « démocratique », c'est-à-dire plus précisément ceux où la classe ouvrière jouit d'une certaine liberté de s'organiser, de penser et de lutter. La constitution d'un Etat fédéral analogue à l'Empire britannique, comprenant, comme pièces maîtresses, la Grande-Bretagne, les pays scandinaves et la France, voilà la première besogne urgente, la seule qui puisse éviter la guerre à brève échéance.

La seconde tâche, non moins nécessaire, est de doter cet Etat international d'une politique internationaliste, c'est-à-dire une politique de respect des autres peuples, une politique qui répudie non point seulement en paroles, mais en fait toute domination sur les autres peuples.

Pour cela, deux grandes choses sont à faire.

D'une part, supprimer l'oppression à l'intérieur, c'est-à-dire libérer les colonies. Libérer l'Inde, libérer l'Afrique du Nord, l'Indochine, Madagascar... Faire de ces esclaves des peuples libres, en tous points égaux en droits à ceux des anciennes métropoles.

D'autre part, supprimer l'oppression à l'égard des peuples encore en dehors de l'internation. Leur reconnaître les mêmes droits qu'à soi-même. En particulier, en ce qui concerne l'Allemagne, **lui reconnaître le droit de s'armer, si soi on reste armé**. Nous ne le dirons jamais trop. Sur ce point la position d'Hitler est inattaquable. Nous n'admettrons jamais l'hypocrisie de nos pseudo-pacifistes qui prétextent qu'ils sont en faveur du désarmement, pour protester contre le réarmement de l'Allemagne, alors que leurs propres Etats sont armés jusqu'aux dents. Droit également pour l'Autriche de se débarrasser du joug le plus socialement réactionnaire qu'elle ait encore jamais connu, celui du pape, pour s'unir, si bon lui semble, à l'Allemagne.

Robert LOUZON
(R.P., 25-3-1935)

Une formule nouvelle de la grève a été trouvée. Le patronat avait réussi à émietter la vieille. Une nouvelle a été imaginée. Tout de suite elle a fait fureur, jusque dans les corporations les plus inattendues. Le patronat réussira peut-être à émietter à son tour. Mais de nouvelles formes surgiront, nous en sommes sûrs.

Les juristes peuvent dire qu'ils ne considèrent pas cette forme de grève comme quelque chose de légal. La grève, la vieille grève aussi, a été regardée longtemps comme n'étant pas conforme aux règles et aux principes de la loi civile française. Elle a conquis son droit péniblement, douloureusement, à coups de grèves illégales, d'années de prison et de fusillades. Le fait précède toujours la loi. La grève-occupation est un fait que la loi reconnaît un jour prochain, sans qu'il soit besoin de le payer si cher.

C'est la révolution qui commence ? Je ne suis pas aussi ambitieux. Il me suffit de penser que c'est une classe qui reprend confiance en elle.

Pierre MONATTE
(R.P., 10-7-1936)

Le Syndicalisme Révolutionnaire

De l'autre côté, il y a ceux qui savent qu'il n'est pas de « sauveur suprême », de quelque nature qu'il soit ; ceux qui savent que **le salut est en eux**, et rien qu'en eux, ceux qui ne comptent que sur eux-mêmes. Ceux-là sont les « scientifiques », ce sont ceux qui maîtrisent la nature par leur propre effort. C'est à cette seconde catégorie qu'appartiennent, de toute évidence, les syndicalistes révolutionnaires. Et l'histoire prouve assez que seule cette philosophie, la philosophie des scientifiques, est féconde.

Mais une telle philosophie ne peut être qu'une philosophie de forts. Aussi le Syndicalisme Révolutionnaire ne peut-il être que la doctrine et la pratique d'un prolétariat fort ; le plus ou moins grand développement du Syndicalisme Révolutionnaire se trouve être ainsi la mesure même de la force du prolétariat ; il est la mesure de sa capacité d'émancipation. De sorte que l'avenir du Syndicalisme Révolutionnaire dépend de l'avenir même du prolétariat.

Je ne sais ce que l'avenir réserve au prolétariat, mais en tout cas il y a une chose dont je suis sûr, et ce sera ma conclusion :

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes — OU NE SERA PAS.

Robert LOUZON
(R.P., 25-10-1936)

Seize ans d'avance...

C'est possible que dans son attitude depuis novembre 1937, le souci du Néo-Destour de profiter des difficultés internationales ne soit pas exclu. Mais qui pourrait lui imputer à crime d'avoir voulu obliger le gouvernement français à tenir enfin ses promesses ? Et ça aurait pu réussir. Sans l'accord anglo-italien, qui n'était guère prévisible il y a quelques mois, il n'y avait pas de raison de détente dans les relations franco-italiennes. Et la France n'aurait pas osé aller à un conflit avec l'Italie sans avoir donné satisfaction aux Tunisiens. Le conflit étant retardé, la France en profite pour essayer d'écarter le Néo-Destour. Seulement, il est trop tard. Pendant qu'elle se débattait avec ses rivaux, le Néo-Destour progressait. Il a eu le temps de préparer les esprits à ne plus se contenter de promesses. Et le fait d'être

tombé sur une pareille position lui assure la gratitude de tout un peuple, et poussera ce dernier aux ultimes résistances au moment propice, à savoir : grève de l'impôt, refus de faire le service militaire.

L'avertissement donné à nos impérialistes est très net : « Il ne faudra pas compter sur nous, pour la prochaine dernière ».

Et les démonstrations de force armée coloniale n'y changeront rien.

Ni la rage ni la férocité de nos gouvernants ne pourront empêcher l'heure du bicot de sonner... grâce au Destour.

J.-P. FINIDORI
(R.P., 25-6-1938)

Un acte de foi...

Et pourtant !

Pourtant il y a quelque chose qui nous dit, quelque chose qui provient du plus profond de notre être, qu'au delà des vérités forcément limitées que peut saisir notre entendement ou que nous révèle notre expérience, qu'au-dessus des phases transitoires de l'histoire, les sociétés humaines vont inéluctablement, par toute une série d'avatars et de synthèses dont la loi générale nous échappe, vers un état d'où l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparu, vers un état où régnera l'égalité. Et qu'elles n'y marchent que grâce à l'effort continu et sans cesse renouvelé des classes exploitées. Ce sont les luttes menées au cours des siècles, à travers tant de sociétés différentes, par les classes dominées et exploitées, qui permettront de réaliser un jour la société sans maître, et sans exploiteur. Le vieux Paillette avait raison lorsqu'il chantait :

**Il est encore bien loin ce temps d'anarchie.
Mais, si loin soit-il, nous le pressentons !**

Dans cet acte de foi du poète, il y a plus de vérité historique que tout ce que nos analyses peuvent saisir.

R. LOUZON
« La Chute de Barcelone,
fin du Socialisme »
(R.P., 10-3-1939)

L'utilité de la « R.P. »

Est-il toujours utile d'éditer une revue où peuvent trouver place toutes les opinions du mouvement ouvrier et social pourvu qu'elles soient sérieuses, où peuvent être débattus tous les problèmes pourvu qu'ils le soient avec bonne foi, où les collaborateurs peuvent exprimer des points de vue différents, voire opposés, pourvu qu'ils ne prétendent pas les imposer ?

La marche toujours plus prononcée du mouvement ouvrier français, et en particulier du mouvement syndical, vers le « totalitarisme » — il est, maintenant, interdit de discuter quelque question que ce soit dans la presse syndicale officielle — cette progression effrayante vers l'esprit et les méthodes du fascisme et du nazisme nous commande, pensons-nous, de répondre par l'affirmative à la question posée.

La **Révolution prolétarienne**, revue non pas « dite libre » comme peut l'insinuer un personnage qui n'a jamais été libre de sa vie, revue effectivement libre, comme nos chiffres l'établissent depuis 1925, cette coopérative intellectuelle du mouvement ouvrier et social doit continuer.

Ce n'est pas la question de « boutique ».

Il n'y a pas de « boutique » à la R.P., et nul ne tire rétribution de ce qu'il y fait ni de ce qu'il y écrit.

Nul ne pense non plus, à se faire chef d'école ou pontife, et à refuser à son voisin, au nom d'un sacrosaint point de vue, la liberté de s'exprimer.

M. CHAMBELLAND
(R.P., 25-7-1939)

Infrastructure et superstructure des sociétés

L'éditeur Costes vient de publier comme 53^e volume des « Œuvres complètes » de Marx (1), la fameuse « Contribution à la Critique de l'Économie politique », sorte de première mouture du « Capital ».

La préface de cet ouvrage contient l'exposé le plus précis et le plus complet qu'ait donné Marx de ce qui a été dénommé le « matérialisme historique ». Nous saisissons l'occasion que nous offre la réimpression de cet ouvrage pour reproduire in-extenso la partie de la préface relative au matérialisme historique.

...Le premier travail que j'entrepris pour résoudre les doutes qui m'assaillaient, ce fut une révision critique de la philosophie du droit de Hegel, travail dont l'introduction a paru, en 1844, dans les « Deutsch-französische Jahrbücher » publiés à Paris. Mes recherches aboutirent au résultat suivant : les conditions juridiques et les formes politiques ne peuvent s'expliquer par elles-mêmes, ni par ce qu'on appelle l'évolution générale de l'esprit humain ; elles ont au contraire leurs fondements dans les conditions de la vie matérielle que, suivant l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, Hegel appelle, d'un nom générique, la « société civile » ; et c'est dans l'économie politique qu'il faut chercher l'anatomie de la société civile. Après avoir commencé à Paris l'étude de l'économie politique, je la continuai à Bruxelles où je m'étais réfugié à la suite d'un arrêté d'expulsion pris contre moi par M. Guizot. Le résultat général auquel j'arrivai et qui me servit de fil conducteur dans mes études peut se résumer comme suit : Dans la production sociale de leur vie, les hommes entrent en rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un certain degré de développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle répondent des formes sociales et déterminées de conscience. Le mode de production de la vie matérielle est condition du procès social, politique et intellectuel de la vie en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est leur existence sociale qui détermine leur conscience.

A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en conflit avec les conditions de production existantes, ou, pour employer ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les conditions de propriété dans lesquelles elles ont agi jusqu'alors. De formes évolutives des forces productives, ce qu'elles étaient jusque-là, ces conditions se changent en entraves. C'est à ce moment que prend place une époque de révolution sociale. La modification de la base économique entraîne un bouleversement plus ou moins rapide de toute l'énorme superstructure. Quand on étudie des bouleversements de ce genre, il faut toujours faire le départ entre

le bouleversement matériel qui s'opère dans les conditions économiques de la production et que l'on peut constater avec une exactitude scientifique, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques et philosophiques, en un mot les formes idéologiques par lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et s'efforcent de le résoudre. Si l'on ne peut juger un individu d'après ce qu'il pense de lui-même, on ne peut pas non plus juger une époque de révolution sur la conscience qu'elle a d'elle-même ; il faut, tout au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les conditions de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que n'aient été développées toutes les forces productives qu'elle est susceptible de renfermer ; et des conditions de production supérieures ne s'instaurent jamais avant que leurs possibilités matérielles d'existence ne soient écloses au sein de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que des tâches qu'elle peut réaliser. En effet, si nous y regardons de plus près, nous découvrirons toujours que la tâche ne se présente que là où les conditions matérielles nécessaires à sa réalisation existent déjà ou sont du moins en voie de formation.

Dans les grandes lignes, nous pouvons considérer les modes de production asiatiques, antiques, féodaux et de la moderne société bourgeoise comme des époques graduelles de la formation économique de la société. Les conditions de production bourgeoises constituent la dernière forme antagonique du procès de production social. Mais il ne s'agit pas là d'un antagonisme individuel ; il s'agit d'un antagonisme qui découle des conditions sociales dans lesquelles vivent les individus. Or les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles qui permettent de résoudre cet antagonisme. Avec cette formation sociale se termine donc la préhistoire de la société humaine.

Karl MARX.

(1) Manifeste communiste, le Capital, Révolution et contre-révolution en Allemagne, Misère de la philosophie, Œuvres philosophiques, Œuvres politiques, Correspondance avec Engels, etc... (Costes, édit., 8, rue Monsieur-le-Prince, Paris).

Notes d'Economie et de Politique

Politique

L'APPARENCE : « NOTRE IDIOTIE NATIONALE »

La parole de Proudhon, « le chauvinisme, notre idiotie nationale », est aussi vraie aujourd'hui qu'hier : elle s'applique au Français du XX^e siècle, tout autant qu'à celui du XIX^e, aux Français d'après les défaites de 70 et de 40, tout autant qu'aux Français d'après les victoires napoléoniennes et celle de 14.

C'est ce chauvinisme qui s'est donné libre cours durant les séances de l'Assemblée nationale où l'on a discuté du « réarmement allemand ». Il faut au Français un « ennemi héréditaire » ; lorsque notre ancien ennemi n'est plus notre ennemi, ça ne va plus ; nous n'aimons pas à changer nos habitudes ; il nous faut longtemps encore conserver le vieil ennemi avant de consentir à en changer, même s'il est évident que nous avons absolument besoin de l'aide de notre ex-ennemi pour pouvoir faire face à un nouveau danger.

Les récriminations de nos « patriotes » du Palais-Bourbon à l'égard de l'Allemagne, leurs rappels incessants des anciennes luttes entre les deux pays sont exactement de même nature que ce qui était proféré à l'égard de l'Angleterre, il y a cinquante ans, à l'époque de Fachoda. A ce moment, l'Angleterre était encore l'« ennemie héréditaire ». On ne lui pardonnait pas d'avoir été durant deux siècles la rivale de la France dans la course aux colonies. Non seulement elle nous avait jadis privés de l'Inde et du Canada, mais plus récemment, elle « nous avait pris » l'Egypte, elle avait failli nous empêcher de prendre la Tunisie, Brazza s'était heurté à Stanley au cœur de l'Afrique, etc. Donc, sus à l'Angleterre ! N'avait-elle pas, d'ailleurs, envoyé notre héros national Napoléon à Sainte-Hélène !

A cette époque, le plus Français des Français, le paragon de notre « idiotie », le champion du chauvinisme qu'il venait de baptiser « nationalisme intégral », Charles Maurras, mobilisait tous ses camelots pour pousser le gouvernement à déclarer la guerre à l'Angleterre, sous le prétexte que tout là-bas, au Soudan, sur le Haut-Nil, le capitaine français Marchand avait dû céder aux sommations de Kitchener et évacuer Fachoda.

Tout comme nos généraux sont toujours en retard d'une guerre, nos idiots nationaux étaient en retard d'une génération : ils regardaient le passé au lieu de voir le présent et d'envisager l'avenir. L'Allemagne était en train de progresser à pas de géant, de devenir la première puissance industrielle, et par conséquent militaire, de l'Europe ; l'Allemagne aurait donc dû leur apparaître, de leur propre point de vue de patriotes, comme le véritable danger, mais ils se refusaient à le voir ; on leur avait appris à l'école que depuis la guerre de Cent Ans l'Angleterre avait été notre ennemie ; donc, sus à cette « ennemie héréditaire » !

Lorsque, par la suite, les faits eurent imposé, malgré les chauvins, l'alliance avec l'Angleterre, et que cette alliance se fut soldée par la

victoire sur l'Allemagne, il fallut bien, bon gré mal gré, changer d'ennemi héréditaire, et ce fut alors l'Allemagne qui hérita du titre.

Notre « idiot national » en chef, Maurras, et toute sa suite se mirent à bouffer du Boche avec autant d'appétit qu'ils en avaient mis, dix ans auparavant, à bouffer de l'Angliche.

Eh bien ! aujourd'hui, la situation est très analogue à ce qu'elle était en 1900, mais c'est Herriot qui a remplacé Maurras comme « idiot national ».

De même qu'en 1900 l'Angleterre n'était plus un danger pour la France et que l'Etat dont la puissance grandissante demandait qu'on la surveillât, si l'on ne voulait point être engouffré, était l'Allemagne, aujourd'hui l'Allemagne ne représente plus un danger pour la France, et un nouveau danger est apparu, plus à l'est, danger qui est infiniment plus considérable que ne le fut à aucun moment celui qu'avaient pu représenter l'Angleterre ou l'Allemagne : le danger russe.

Mais nos idiots nationaux n'en ont cure. Ils sont en retard, comme toujours. Et, en 1950, Herriot en reste obstinément à l'Allemagne ennemie héréditaire, comme Maurras, en 1900, en était toujours à l'Angleterre ennemie héréditaire. Et, de même que Maurras se refusait à voir que la France était incapable de résister à l'Allemagne si elle ne s'alliait point à l'Angleterre, Herriot ne veut point comprendre que la France est incapable de protéger le continent européen et de se protéger elle-même si elle ne s'allie point avec l'Allemagne !

Les hommes passent, mais le tempérament national ne se modifie guère, il se relaie de génération en génération ; ainsi que l'a montré le vote du 24 décembre, la majorité des Français, ou, tout au moins, de ceux qui prétendent parler en leur nom, est chauvine, et donc, idiote.

Mais les chauvins sont gens peureux. Ils sont aussi lâches qu'idiots. Maurras, qui avait bouffé du Boche durant vingt ans, s'empessa de s'aplatir devant Hitler dès que celui-ci fut victorieux. Et Herriot, après avoir pressé le Parlement de voter les pleins pouvoirs à Pétain, l'homme d'Hitler, ne retrouva quelque courage qu'une fois l'Amérique entrée en guerre. Aussi, ne faut-il point s'étonner que la plupart de nos chauvins aient été « stupéfaits » (c'est le mot qu'employèrent les journaux), c'est-à-dire, en réalité, terrifiés par le vote qui leur donnait la victoire et qu'ils ne songèrent plus qu'à manœuvrer pour que leur vote puisse être annulé sans qu'ils aient trop à perdre la face.

Car, même pour le pire des chauvins, même pour le plus aveugle d'entre eux, le fait d'avoir à être privé non seulement de l'appui de l'Allemagne, mais de celui de l'Angleterre et des Etats-Unis, le fait de rester seul contre le monde entier, alors qu'on vient de faire la preuve qu'on n'est même pas capable de tenir le coup contre une « peuplade asiatique », était une perspective qui ne pouvait que le glacer d'effroi. Même chez le chauvin, il demeure toujours une certaine dose de bon sens, que la peur, si non la raison, ramène, au moment opportun, à la surface.

... Telles sont du moins les apparences. Tel est ce qui ressort de ce qui a été dit et proclamé à la tribune du Palais-Bourbon et des différents votes émis au cours des séances mémorables qui ont abouti à la ratification des Accords de Paris.

Mais, sous ces apparences, n'y a-t-il pas autre chose ? Quelque chose de plus profond ?

LA REALITE : LES DEUX PARTIS

Lorsque Maurras ameutait les Parisiens contre l'Angleterre au cri de « Fachoda ! », il prétendait n'agir que pour la défense de l' « intérêt national » ; c'était uniquement au chauvinisme qu'il faisait appel. Cependant, s'il prenait parti contre l'Angleterre, ce n'était point, en réalité, parce qu'il la considérait comme l'ennemie héréditaire, mais bien plutôt parce qu'elle était le porte-drapeau du libéralisme politique et qu'à ce titre elle était réellement son ennemie, à lui partisan de l'absolutisme monarchique ; et si, en 40, il devait se rallier avec tant de bonne grâce à Hitler, c'est parce que celui-ci était le représentant achevé de ce totalitarisme politique dont lui, Maurras, était le champion.

Eh bien ! il faut, de même, rechercher les véritables motifs qui, sous le couvert du chauvinisme, ont fait agir nos représentants au cours des scrutins du mois dernier.

La première chose qui frappe lorsqu'on examine ceux-ci, c'est que les deux blocs, d'à peu près égale importance, entre lesquels se sont divisés les députés, ne se délimitèrent nullement d'après les frontières des partis.

Sauf, bien entendu, le Parti Czariste Français, tous les groupes de la Chambre se sont divisés en deux, et même en trois (en comptant les abstentionnistes). Aussi bien le parti socialiste que les gaullistes, aussi bien les radicaux que les indépendants, et même que le M.R.P. Sur presque toutes les questions qui viennent devant le Parlement, il y a toujours quelques dissidents qui ne votent point comme la majorité de leur groupe, mais ils ne sont que quelques-uns. Cette fois, par contre, ce sont des minorités très importantes, presque égales parfois à la majorité qui, dans chaque parti, se sont détachées de la majorité.

Cela montre que les partis, en France, ne correspondent plus à rien de réel, que la différence de leurs étiquettes ne recouvre plus de divergences profondes, qu'on ne peut même plus parler de « droite » ni de « gauche », puisque sur une question aussi essentielle, la plus importante, certes, de toutes celles dont a eu à discuter la présente législature, aucun parti (sauf le Parti Czariste) n'a été capable de suivre une ligne commune.

En fait, les scrutins ont départagé les députés, non d'après leur credo politique sur telle ou telle des questions secondaires que les partis ont choisies comme plates-formes, mais sur cette question primordiale, qui ne figure à aucun des programmes électoraux : faut-il résister à la Russie, ou faut-il capituler devant elle ?

Car personne, je pense, ne s'y trompe ! Sous la question du réarmement allemand, c'était, en réalité, celle de la résistance à l'invasion russe qui se trouvait posée. Si aveugle que l'on soit, on ne peut pas être contre le réarmement allemand si l'on veut que l'Europe puisse résister effectivement, non seulement en paroles, à une invasion russe ; et ceux qui sont partisans du réarmement allemand le sont parce qu'ils veulent résister à cette invasion. Du moment qu'on

est contre ce réarmement, c'est donc que l'on ne veut point de cette résistance.

Regardez d'ailleurs quels sont les chefs de file de l'opposition au réarmement de l'Allemagne !

Vous y voyez le totalitaire Daladier, aussi prorusse aujourd'hui qu'il était pro-allemand au temps de Munich, car le totalitarisme, qu'il soit hitlérien ou stalinien, est le régime de ses rêves, et il ne fut ni hitlérien ni stalinien que dans le court espace de temps où le déclenchement de la guerre de 39 lui permit, un instant, de jouer lui-même au dictateur.

Vous y voyez le socialiste Daniel Mayer qui fut, au lendemain de la guerre, le principal avocat de la fusion du parti socialiste au sein du parti dit communiste.

Vous y voyez Herriot, l'ancien président d'honneur des Jeunesses communistes (grossièrement camouflées en Jeunesses républicaines).

Vous y trouvez Soustelle, porte-parole de de Gaulle, l'homme du pacte franco-soviétique, la « prima donna » (comme disait Roosevelt) qui a toujours espéré s'allier avec la Russie afin de se venger de Churchill et de Roosevelt coupables de n'avoir jamais pu le prendre au sérieux.

Vous y trouvez aussi la plupart des « indépendants », c'est-à-dire des représentants les plus qualifiés de la bourgeoisie française. Ce qui ne saurait étonner. Car rien n'est plus lâche que le bourgeois, et tout particulièrement le grand bourgeois. On a vu avec quelle facilité et quelle rapidité le patronat s'était rallié, en 40, à l'Allemand vainqueur. Il prépare de même aujourd'hui les possibilités de son ralliement à une victoire cosaque. Il y a quelques années, les journaux communistes d'Allemagne occidentale ne parvenaient à tenir financièrement que grâce à l'énorme publicité qui y était faite par les industriels allemands, publicité qui n'était, pour ces derniers, d'aucun rapport commercial, mais qui leur était une « assurance » pour le cas d'une occupation russe. Les bourgeois français ne sont pas plus courageux que leurs collègues allemands, aussi se sont-ils « assurés », eux aussi, en votant contre le réarmement allemand.

Quant au M.R.P., il faudrait examiner la question de plus près que je ne veux le faire. La Russie a beaucoup de sympathies dans de nombreux milieux catholiques, même en dehors de celui des catholiques « progressistes ». L'attitude de la C.F.T.C. à l'égard de la C.G.T. est symptomatique à cet égard. Cependant, je ne connais pas assez le personnel du M.R.P. pour pouvoir dire si sa division dans les votes des 29 et 30 décembre s'est faite, dans l'ensemble, d'après leur attitude à l'égard de la Russie. Par prudence, nous admettons donc, au moins provisoirement, que tel n'a pas été le cas, et que le M.R.P. a fait exception.

On trouverait d'ailleurs, sans doute, bon nombre de cas individuels qui constituèrent des exceptions, car il est certain que, bien que dès maintenant nettement constitués, les deux partis, le pro-russe et l'autre, ne sont pas encore cristallisés ; ils sont encore dans un état « mouvant ».

Mais, plus cela ira, plus les armements atomiques russes se rapprocheront de l'égalité avec les armements atomiques américains, et donc plus l'inévitabilité du conflit s'affirmera, plus les positions de chacun deviendront nettes, plus disparaîtront toutes les divergences sur toutes les autres questions et plus n'apparaîtront que deux partis : d'un côté, les partisans du régime russe

et ceux qui sont disposés à s'y rallier ; de l'autre, les adversaires résolus du totalitarisme moscovite, qui n'entendent point capituler devant lui. D'un côté, ceux qui se résolvent à ce que l'Occident soit replongé dès maintenant dans les ténèbres du haut moyen âge, avec une Eglise toute-puissante sur les corps et sur les âmes, contraignant chacun à la servitude et à l'obscurantisme — et ceux qui résisteront jusqu'au bout à une telle déchéance.

UNE FAUTE CAPITALE DES EUROPEENS

Les « Européens », c'est-à-dire ceux qui veulent préserver l'Occident du joug czariste et comprennent que, pour cela, il faut, entre autres, unifier l'« Europe », ont commis, en votant pour l'accord sur la Sarre, une faute capitale.

Ils savent, comme nous, comme tout le monde, que la condition préalable à toute union européenne véritable réside dans une réconciliation franco-allemande. Or, il n'est point de réconciliation franco-allemande possible tant que la France persistera à vouloir maintenir la Sarre séparée de l'Allemagne et à l'intégrer, d'une manière ou d'une autre, dans la France.

La Sarre n'est pas seulement un pays de langue allemande, elle n'est pas seulement un territoire qui, à part le district de Sarrelouis, n'appartient aux Français qu'au cours des conquêtes napoléoniennes, mais la résistance que ses habitants opposèrent à l'occupation française pendant les quinze années qu'elle aura après la guerre de 14, et le plebiscite massif par lequel, ce laps de temps écoulé, ils voteront pour leur rattachement à l'Allemagne, alors même qu'il s'agissait de l'Allemagne à Hitler, sont la preuve des sentiments profonds qui les animent.

Detacher politiquement la Sarre de l'Allemagne, la rattacher économiquement avec la France, n'est donc qu'un coup de force, perpétré à l'ombre d'une victoire dont on n'est même point les auteurs.

C'est pourquoi être amputé de la Sarre est pour l'Allemagne une aussi grave blessure que le fut pour la France l'amputation de l'Alsace-Lorraine. Et tant que cette blessure restera ouverte, il est impossible d'escompter une réconciliation franco-allemande.

Cependant, aucune voix ne s'est élevée, ni parmi les « Européens » ni parmi les socialistes, pour protester. Le contraste est éclatant avec ce qui se passa en Allemagne en 71, alors que les deux chefs socialistes, Wilhelm Liebknecht et Bebel, n'hésitèrent pas à encourir une condamnation à deux ans de forteresse pour élever la protestation solennelle de l'internationalisme ouvrier contre l'annexion par leur Etat de l'Alsace et de la Lorraine.

Ce sabotage de la réconciliation franco-allemande est d'autant plus odieux qu'il n'a pour cause qu'une question de gros sous. Ce n'est point, en effet, pour des raisons « culturelles », historiques, ni même stratégiques que la France veut la Sarre, mais simplement parce que la Sarre est riche : son sous-sol contient un puissant bassin houiller et sur la base de cette houille, les industriels allemands ont édifié une vaste sidérurgie.

C'est donc uniquement pour quelques millions de tonnes de charbon et pour quelques centaines de milliers de tonnes d'acier que les Français, même ceux qui se disent « Européens » ou « socialistes », empêchent la réalisation d'une véritable union franco-allemande. Réalisme à rebours, qui coûtera infiniment plus cher aux Français que ce qu'il leur rapportera !

Economie

ALLONS-NOUS, CETTE FOIS, VERS LA CRISE ?

Au mois d'avril dernier, alors qu'un certain ralentissement économique venait de se produire dans le monde et que certains considéraient déjà que ce ralentissement allait, en se développant, aboutir à une « crise », je rappelais que les crises ne font jamais suite à un ralentissement économique, mais succèdent, au contraire, très brusquement, instantanément pour-rait-on dire, à une période d'emballage économique ; j'en concluais qu'une « crise », tout au moins une crise du genre de celles qui ont secoué périodiquement le monde capitaliste de 1810 à 1929, n'était pas en vue.

Or, en fait, loin de se développer en crise, le ralentissement économique de 1933 a pris fin au cours de 1934, l'activité économique s'est mise de nouveau à progresser, et elle a même, en ces dernières semaines, pris à quelques égards, en Amérique au moins, l'aspect d'un commencement de boom. C'est ainsi que les cours de la bourse de New York ont dépassé le niveau qu'ils avaient atteint en 1929 à la veille du « vendredi noir ».

C'est donc maintenant qu'il s'agit d'ouvrir l'œil. Si ce boom, en effet, se poursuit, si le nombre des chômeurs diminue encore assez fortement, si le prix des matières premières s'emballe, les prodromes habituels des crises économiques, des crises « cycliques » traditionnelles seront alors manifestes et nous aurons à voir si, comme précédemment, ils seront suivis d'une crise, ou si, au contraire, les interventions massives opérées dans l'économie par l'Etat et les monopoles au cours des dernières décades permettront de juguler la crise avant qu'elle n'éclate.

Pendant, ce n'est pas avant quelques mois que l'on pourra juger de ce qu'il en est vraiment. Il se peut fort bien, en effet, que la hausse des cours de la Bourse de New York ne soit qu'une hausse normale résultant de l'activité des affaires et des beaux dividendes distribués ou escomptés, et non un emballage de spéculateurs décidés à acheter n'importe quoi à n'importe quel prix, comme c'est le cas des véritables booms qui précèdent les crises. D'ailleurs, si les cours de New York ont atteint ceux de 29, ce ne sont que les cours nominaux, les cours en dollars. Or, comme le dollar américain ne vaut guère actuellement plus que la moitié de ce qu'il valait en 29, ces cours ne sont, en valeur réelle, que la moitié seulement de ce qu'ils étaient à la veille de la dernière crise. D'autre part, sur le marché des matières premières, aucune hausse sensible et d'ensemble ne s'est encore manifestée.

Tout cela indique donc qu'il ne s'agit peut-être pas d'un boom annonciateur de crises et que, si c'en est un, il n'est que tout à fait à ses débuts. En tout cas, il convient de surveiller dès maintenant attentivement ce qui va se passer.

R. LOUZON.

OU VOUS ÉTABLIREZ UN PARTAGE PLUS ÉQUITABLE DES BIENS ET DES PRODUITS, OU LA DÉMOCRATIE ABOUTIRA FATALEMENT AU DESPOTISME ET À LA DÉCADENCE.

DE LAVELEYE.

L'U.D.-F.O. DE LA LOIRE

et la politique de présence

La situation créée par la prédominance des grandes entreprises et l'extension des prérogatives de l'Etat a jeté un certain désarroi dans tous les milieux qui suivent de près l'évolution des sociétés modernes ou qui ont la prétention d'en orienter ou d'en modifier le cours.

Les léninistes et staliniens qui ont lu hâtivement « la Guerre civile en France » de Karl Marx, et « l'Etat et la Révolution », de Lénine, s'en sont tirés allègrement en se ralliant au socialisme d'Etat réalisé par la violence, et qui a le triple avantage de servir les organisateurs ; de satisfaire les intellectuels en quête de plans bien équilibrés répondant à leur besoin de logique et procurant de bonnes sinécures ; d'être acceptable par les prolétaires écrasés par les vastes ensembles productifs dans lesquels ils sont intégrés et plutôt prédisposés à accepter les solutions faciles habilement associées à une mystique apportant par ailleurs la foi génératrice de puissants courants collectifs.

Léninistes et staliniens se trouvent dans l'axe et le sens de l'évolution économique orientée par les techniques modernes ; ils n'ont qu'à pousser à la roue, ce qui leur donne le sentiment d'être dans la bonne voie sans même se demander si c'est la voie qui conduit au socialisme. D'ailleurs, il est simple d'accorder sa position avec les principes : on appelle socialisme le système d'oppression vers lequel on se sent irrésistiblement entraîné et pour l'instauration duquel on fait appel aux prolétaires par le moyen de formules de circonstance propres à faire naître et à entretenir la mystique de la révolution libératrice.

Cette solution facile a séduit les progressistes venus des horizons les plus divers et vivement frappés par la vertu des méthodes de propagande des staliniens sur des hommes habitués à se contenter de jugements superficiels et subjectifs, à substituer à un idéal concret le culte d'un chef symbolisant les aspirations profondes de la couche sociale à laquelle ils appartiennent, à substituer aux idées ce qu'un penseur appelait un « antagonisme de symboles ». Il est évidemment difficile d'attribuer une valeur révolutionnaire, le mot révolutionnaire pris dans le sens constructif, à des masses se déterminant seulement sous l'emprise d'influences extérieures et se laissant emporter par des passions habilement suscitées et entretenues. Nous savons où conduisent les révolutions reposant sur de telles bases. Les progressistes ne l'ignorent pas, mais ceux d'entre eux qui ne sont pas gagnés à la mystique de la Révolution russe s'en remettent à la doctrine chrétienne qui tôt ou tard ramènerait la société dans une voie plus humaine. Nous savons également comment les tyrans savent se débarrasser des idéalistes chrétiens ou utiliser la religion chrétienne pour raffermir et stabiliser leur système d'oppression. N'empêche que d'actifs militants chrétiens de la C.F.T.C. ou de F.O., ou de mouvements comme le M.L.P. se sont nettement engagés dans la voie de la révolution par l'utilisation de mouvements de masse reposant seulement sur l'appel à des sentiments collectifs que les circonstances ont permis de ranimer ou sur l'utilisation de courants de mécontentement.

En ce moment, après la Jeune République, Mauriac et Malraux se rallient à l'idée d'une

nouvelle gauche animée par de tels éléments. Ils ont peu d'espoir de réussir, n'ayant à opposer à la psychose communiste qu'une « psychose d'imitation » recouvrant une volonté de rajeunir l'Eglise et d'imprégner le mouvement social de « la doctrine chrétienne ». Mais tous ces courants orientés vers la Révolution populaire sous la direction de dialecticiens habiles à manœuvrer et à utiliser les masses — il serait plus exact de dire tromper — même s'ils collent discrètement l'effigie du Christ sur leurs bannières, ne font que favoriser le glissement de nos sociétés vers l'Etat bureaucratique et policier.

Utilisant encore les formules du socialisme traditionnel, mais catégoriquement anticommuniste, les opportunistes socialistes et syndicalistes poussent de leur côté à l'extension des prérogatives de l'Etat, donc, également, au socialisme d'Etat, toujours prêts à se rallier à toute réforme de structure pourvu qu'on leur réserve un rôle de figurant, appointé ou non.

Le socialisme traditionnel n'a plus guère de représentants que parmi quelques ilots de syndicalistes révolutionnaires, qui ne veulent en aucun cas se faire les artisans ou les complices d'un nouveau régime d'oppression, même s'il se donne une appellation socialiste et chrétienne. Encore distingue-t-on parmi eux un grand nombre de tendances affirmées ou en état de gestation, depuis les irréductibles partisans d'un socialisme par des collectivités librement constituées ou par les syndicats, jusqu'aux obsédés de l'action qui ne trouvent de vertu qu'à l'action et, point commun avec les progressistes, qui accordent seulement une valeur révolutionnaire aux mouvements de masses. D'autres, les derniers adeptes du matérialisme historique, tel que le définit K. Marx, en expliquant les causes profondes de la révolution bourgeoise de 1789, veulent partir à l'assaut du régime agonisant à la fois par la pénétration des institutions capitalistes quand elle ne contribue pas à l'affermissement du régime actuel et prépare les militants à leurs responsabilités dans la gestion des entreprises collectivisées, et par l'action directe qui traduit le refus de composer avec les maîtres du moment et la volonté de leur arracher le maximum d'avantages.

Dans la Loire, tous les courants que nous venons de signaler se trouvent représentés. Ils réussissent à s'unir parfois contre le patronat dans des actions communes à but bien délimité mais, même les non-staliniens poursuivent leur action sans cohésion, certains cherchant à élargir d'abord leur influence aux dépens de leurs alliés du moment s'ils le jugent opportun.

Leur attitude vis-à-vis du C.A.R.S., Comité d'action pour la réorganisation de la région stéphanoise, confirme cette opinion. Ce comité, créé sous l'impulsion d'un de ces inspecteurs des finances keynésiens dont Mendès-France s'est entouré, se propose de ranimer une économie que les traditions, les routines, le manque d'initiative ont conduit à une stagnation proche de la décadence, car elle n'est qu'artificiellement maintenue par des commandes d'armement et certaines protections.

Le C.A.R.S. va envisager et susciter des reconversions, des ententes, peut-être l'introduction de nouvelles productions afin de réaliser le plein

emploi de la main-d'œuvre et de moyens de production rénovés. M. de Chalendar, fondateur et animateur du C.A.R.S., a fait appel dès le début à la collaboration des organisations syndicales.

Naturellement, la première réaction de la C.G.T. s'est traduite par un refus pur et simple. La C.F.T.C., dirigée par d'habiles stratèges qui ne veulent pas se mouiller mais qui sont prêts à s'associer à toute initiative leur permettant d'élargir leur zone d'influence, a conditionné son acceptation à celle des deux U.D., C.G.T. et F.O., sans toutefois exclure les contacts privés permettant de revenir sur la décision première si une adhésion s'avérait rentable pour le rayonnement de l'Union. Seule l'U.D.F.O. a envoyé un observateur, à l'unanimité. Les opportunistes étaient naturellement partisans d'une adhésion sans conditions ; les révolutionnaires voulaient suivre de près les travaux du nouvel organisme s'ils avaient l'assurance que les initiatives prises seraient avantageuses aux salariés. Ces deux états d'esprit se sont manifestés lorsqu'il s'est agi de prendre une décision ferme, au congrès de l'Union. La

résolution qui a été finalement adoptée à l'unanimité a pour nous un grand intérêt parce qu'elle pose dans son ensemble le problème de la politique de présence dans les institutions bourgeoises. Elle apporte une réponse ne satisfaisant pas tout le monde, certes, pas les intransigeants qui excluent a priori toute participation à un organisme mixte puisqu'elle risque de renforcer les institutions d'un régime condamné et de détourner de l'action directe ; pas les opportunistes purs qui craignent que le rappel des buts révolutionnaires du syndicalisme peut créer un malaise dès le départ. Mais elle traduit un état d'esprit, une espèce de compromis entre les principes et les nécessités pour le syndicalisme d'intervenir lorsque les intérêts ouvriers sont nettement en jeu et qu'on a l'impression de traduire les désirs ou la volonté des travailleurs.

Elle peut, de plus, servir de point de départ à une utile et nécessaire confrontation à nos journées de Pâques. Voilà pourquoi nous avons cru devoir la soumettre aux lecteurs de la « R.P. ».

U. T.

Force Ouvrière et les reconversions

Le congrès départemental qui s'est tenu à Firminy, le 12 décembre, a voté l'importante résolution qui suit sur les reconversions industrielles, en particulier dans le département de la Loire, et défini sa position par rapport au C.A.R.S.

Le congrès de l'U.D. C.G.T.-F.O. de la Loire, réuni à Firminy le 12 décembre 1954

— Constate le marasme de certaines industries de ce pays et particulièrement du département de la Loire, marasme qui est la conséquence de méthodes de travail dépassées et de la volonté de tirer le maximum de profit de l'usage de la force du travail sans oser courir les risques d'investissements nécessaires pour suivre l'évolution des techniques et des conditions du marché.

— Dénonce avec force les responsables de ce marasme, le patronat et les pouvoirs publics, qui n'ont aperçu la gravité d'une situation qu'au bord de la catastrophe.

— Insiste d'ailleurs sur le fait que ce désordre économique est le propre d'un système capitaliste périmé qui, par la recherche du profit de quelques-uns, est totalement incapable d'assurer une économie prospère donnant satisfaction à tous.

Le congrès

— Constate, d'une part, les efforts entrepris par certains groupes patronaux ou organismes gouvernementaux pour moderniser les moyens de production. Toutes les améliorations techniques qui peuvent être préconisées impliquent des investissements croissants qui ne seront fournis par les détenteurs de capitaux qu'à la condition de donner l'assurance de nouveaux profits.

— Rappelant cette primauté du profit en régime capitaliste et

— Tout en reconnaissant la nécessité de meilleures méthodes de production et la nécessité de certaines fusions d'entreprises ou de certaines améliorations de productivité, le congrès met en garde tous les travailleurs contre l'illusion de croire que l'adaptation du capitalisme à une certaine technique moderne peut aboutir, au bout de son évolution, à supprimer tous les maux dont souffre la classe ouvrière.

En conséquence, le congrès Force Ouvrière

— Déclare que la classe ouvrière ne peut apporter son appui à des mesures ou à des organismes gouvernementaux ou patronaux destinés, au départ, à ren-

forcer la puissance et les revenus des détenteurs de capitaux, avec l'argent des contribuables.

— Mais il estime devoir veiller à ce que l'application de ces mesures n'aille pas à l'encontre des intérêts immédiats et généraux de la classe ouvrière, et il estime devoir exiger dans chaque cas particulier, les garanties qui s'imposent pour les travailleurs, notamment le droit au travail, au logement, à un salaire décent, la mise en place de ces garanties conditionnant la présence circonstancielle des représentants ouvriers dans de tels organismes.

Cette présence syndicale n'étant en aucune façon suffisante à elle seule, le congrès F. O. rappelle que pour les organisations syndicales le meilleur moyen d'améliorer une situation économique donnée reste toujours l'organisation de la lutte des travailleurs pour obtenir un meilleur salaire qui n'est possible, en définitive, que par une compression des profits capitalistes sous toutes ses formes.

Cette amélioration des salaires a, en effet, sur le plan économique, trois conséquences importantes :

1. Elle précipite la liquidation des parasites économiques que sont les entreprises marginales, entreprises qui ne peuvent soutenir la concurrence en ayant des salaires normaux ;

2. Elle oblige les patrons à améliorer leur équipement et à adopter des techniques modernes ;

3. Elle permet le développement d'un marché intérieur qui, par un pouvoir d'achat général en progression, favorisera la constitution d'une économie en expansion ;

— Elle affirme, une fois de plus, que rien ne peut être fait de valable sans l'appui et l'accord des travailleurs, le développement d'une économie ou d'une région dépendant essentiellement de leur combativité ;

— Elle souligne que pour être valables, des réformes ne doivent pas être partielles, mais doivent s'exercer sur tous les plans :

a) Meilleure répartition du revenu national, au profit des travailleurs considérablement lésés par la répartition actuelle ;

- b) Réforme d'une fiscalité dont les salariés assurent scandaleusement 67 pour cent des revenus ;
- c) Réorganisation et politique sélective du crédit ;
- d) Socialisation du risque du chômage ;
- e) Extension considérable des marchés sur tous les continents et avec tous les peuples.

Le congrès

— Constate que cet ensemble de conditions ne peut être réalisé dans le système capitaliste actuel et s'engage, en conséquence, à œuvrer pour jeter les bases d'un système de propriété collective des moyens de production qui ne permettrait plus l'exploitation des travailleurs.

Le congrès, après examen approfondi de la situation économique du département de la Loire, et après

étude du fonctionnement du Comité d'aménagement de la région stéphanoise (C.A.R.S.),

— **Mandate nos représentants dans cet organisme pour préconiser** une politique de plein emploi de la main-d'œuvre ;

— **Obtenir** le contrôle des investissements et de toutes réadaptations industrielles ;

— **Améliorer**, par ces mesures, le pouvoir d'achat des travailleurs et en particulier assurer une réduction de l'horaire de travail, mais avec la garantie du salaire mensuel.

Au cas où il s'avérerait impossible d'obtenir ces garanties pour les travailleurs, le congrès mandate la C.E. de l'U.D.F.O. pour retirer du C.A.R.S. tout représentant Force Ouvrière.

Socialisme et liberté

DE FRITZ BRUPBACHER

(Editions de la Baconnière, Neuchâtel, Suisse)

Le choix de textes de Fritz Brupbacher que présente J. Paul Samson sous le titre *Socialisme et Liberté*, nous apparaît comme un des ouvrages qui marquent une époque. Les lecteurs de la R.P. connaissent déjà ce médecin de Zurich dont nous avons publié (*R.P.* de février et mars 1950) l'étude sur Jules Vallès. Le choix du sujet explique l'auteur. Entre l'insurgé français issu de la « bohème intellectuelle » du Second Empire, et le savant de langue allemande, philosophe et « praticien » révolutionnaire, la parenté semble difficile à établir. Il y a cependant entre ces deux hommes un lien solide, que l'on retrouve facilement sous les différences de formations, de générations, de tempéraments. L'un et l'autre restèrent toute leur vie des « rebelles » en révolte contre l'ordre établi. L'un et l'autre voulurent servir, dans « l'atelier des guerres sociales » comme « des ouvriers qui ne furent pas fainéants » (1).

Mais le livre *Socialisme et Liberté* a une autre portée que la simple expression d'une forte personnalité. Brupbacher a pénétré par l'action ou la méditation toutes les entreprises, tous les problèmes provoqués par le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

De la social-démocratie au bolchevisme en passant par l'émigration russe sous le tzarisme et le syndicalisme révolutionnaire français — pour finir dans l'opposition au stalinisme.

De l'action quotidienne, comme médecin et propagandiste, au sein de la classe ouvrière suisse, aux voyages en Russie tzariste puis dans la Russie révolutionnaire dévastée par la famine de 1922.

Une pensée constamment active qui brise les systèmes, refuse « l'évasion dans l'abstrait », interroge toujours sans se fixer sur les réponses, s'efforce à l'étude objective sans jamais perdre le droit au subjectivisme « réaction contre la tyrannie ». Des contacts indirects avec Marx et Bakounine — directs avec James Guillaume — le grand historien de l'Internationale, avec Pierre Kropotkine, « l'apôtre de l'anarchisme », avec Léon Trotsky, le géant de la Révolution russe, avec les militants les plus représentatifs de la gauche social-démocrate, des partis révolutionnaires russes, du syndicalisme français, de l'Internationale communiste. Par sa naissance en 1874, Brupbacher appartient à la bourgeoisie conservatrice. Par sa profonde culture, il appartient à l'élite intellectuelle. Par son activité

sociale : de son adhésion au parti socialiste suisse en 1898 à sa retraite en 1933, il appartient au mouvement révolutionnaire.

Mais de 1898 à son exclusion du parti socialiste en 1914 provoquée par la publication de son livre *Marx et Bakounine*, une longue opposition à l'orthodoxie social-démocrate fortifiée par les contacts avec les hommes d'action russes et français.

De 1920, date d'adhésion au parti communiste, à son exclusion de celui-ci en 1933, une longue opposition plus ou moins formelle à l'orthodoxie stalinienne. Il pouvait en 1935, publier son autobiographie sous le titre : *Soixante ans d'hérésie*.

Il n'est mort que dix ans plus tard. Il a pu voir de loin : l'écrasement du prolétariat allemand, l'extermination des révolutionnaires russes, la défaite du prolétariat espagnol, le pacte Hitler-Staline, la deuxième grande guerre, la victoire de l'impérialisme stalinien sur les ruines du fascisme et du nazisme.

Aussi comprend-on le ton tragique et désespérant de ses dernières pensées : « *Tout ce qui reste à faire : se terrer dans son trou... Vie d'abdication. ...On continue à vivre parce qu'on est trop lâche pour mourir...* ».

Il faut lire tout le livre, profiter de cette riche expérience, de cette fastueuse intelligence, de ce style qui est tout mouvement... — et aussi s'imposer la redoutable épreuve de la conclusion.

Pierre Monatte dans une préface — qui a la valeur d'un document historique et vivant — F. Bondy dans une étude pénétrante sur la pensée de Brupbacher, nous aident à comprendre cette atroce résignation finale... aussi à répondre aux questions lourdes de portée qui nous viennent à l'esprit.

Pour que nos amis soient tentés par le sens de l'humain qui caractérise Brupbacher et qui nous change de tant de pesantes savantasseries et de littéraires élucubrations, nous leur offrons deux extraits du livre consacrés aux hommes du syndicalisme français : « Chez les syndicalistes révolutionnaires » et « Mon ami Pierre Monatte », qu'on lira ci-après. Par cette interprétation des plus belles pages de notre histoire ouvrière, ils jugeront, apprécieront et aimeront Fritz Brupbacher, ce « cleric » au prodigieux rayonnement, qui ne fut peut-être qu'un « allié » du prolétariat révolutionnaire, mais un allié qui ne s'est pas corrompu en servant la Cause et qui a désespéré de celle-ci sans la trahir !

(1) Jules Vallès : *L'Insurgé*.

R. H.

« CHEZ LES SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES »

Guillaume et moi ne devions pas nous contenter de communier en Bakounine, cette « nature naturante », cette véritable incarnation du principe révolutionnaire. Nous nous intéressions aussi à de plus modestes représentants sur terre de la Divinité, ou plus exactement du Diable, et (revenu d'Étables et de Saint Cast à Paris) je me rendis, muni d'une lettre de recommandation de Guillaume, à la maison des syndcats, où je frappai à la porte des secrétaires généraux Yvetot et Griffuelhes.

J'eus l'impression que je dérangeais Yvetot dans son travail ; en tout cas, après m'avoir à peine adressé la parole, il m'envoya chez Griffuelhes. Celui-ci prit la peine de répondre en détail à toutes mes questions et même me remit une masse d'imprimés dont la plupart avaient trait à l'action projetée pour le 1^{er} mai 1906 en faveur de la journée de huit heures.

Une véritable différence de nature distinguait ces leaders ouvriers de ceux de Suisse ou d'Allemagne. C'étaient des chefs de guerre marchant devant leurs troupes, tandis que les autres se traînaient derrière les masses, cherchant à les retenir le plus possible et ne prenant le pas de course que lorsqu'il n'y avait plus moyen de faire autrement sans risquer de se compromettre aux yeux du grand nombre.

Les syndicalistes révolutionnaires voyaient au contraire leur devoir dans un effort ayant toujours pour but d'entraîner les ouvriers ; ils avaient le constant souci d'éveiller, dans les masses, le diable qu'elles pouvaient avoir au corps, tandis que les nôtres ne concevaient pas de plus noble tâche que de faire entrer dans leurs caisses syndicales le plus d'argent possible et de l'y conserver jalousement. Ils pleuraient chaque centime dépensé pour l'action.

Les leaders syndicalistes français se sentaient, eux, les camarades de tous les ouvriers, et les nôtres les tuteurs de la masse qu'ils regardaient de haut comme un fonctionnaire de l'Assistance un misérable orphelin. Comme tous les parvenus, ces chefs de notre mouvement syndical étaient gonflés d'admiration pour eux-mêmes, leur habileté, leur entregent, et le plus petit d'entre eux s'imaginait être, au bas mot, un Talleyrand, voire un Machiavel ou un Napoléon.

Chacun de ces messieurs était comme le propriétaire d'une vaste carte du pays plantée d'épingles in-

diquant les diverses localités dotées d'organisations plus ou moins considérables, et passait le plus clair de son temps dans la contemplation et de ce jeu d'épingles et de son important personnage. De temps en temps, on déclenchait une grève à seule fin de démontrer que l'on était un homme d'action, et parce que cette grève, qui ne pouvait pas manquer de rater, allait une fois de plus prouver aux ouvriers à quel point il est dangereux de jouer aux grévistes.

Rien de tout ceci n'est le fruit de mon imagination, ces beaux stratèges en chambre m'ayant à bien des reprises et par pure vanité dévoilé le secret de leurs petites affaires. Ils n'étaient fiers de rien autant que de leurs prétendues roueries. Ils ne se doutaient pas pour un l'ard de cette vérité selon laquelle il faut réveiller de son sommeil l'âme des hommes, quand on veut conquérir le monde.

Cela, les syndicalistes français le savaient. Non qu'ils fussent d'aveugles songe-creux. Ils savaient parfaitement tenir compte des possibilités et des forces réelles du mouvement. Avec beaucoup d'intelligence, Griffuelhes me dit : « Il faut que nous tâtons le pouls aux ouvriers ; il ne faut pas que nous leur demandions un effort supérieur à celui que leur cœur peut fournir. Mais tout l'effort qu'ils peuvent fournir il faut que nous le leur demandions ».

Les Suisses et les Allemands ne voulaient pas la révolution. Leur mentalité était celle de philistins avares, tandis que la mentalité des Français était celle d'hommes généreux. Aux yeux des leaders suisses ou allemands, les statuts étaient tout, et leur mesquine volonté de gouverner la masse limitait de plus en plus l'esprit d'initiative dans les organisations.

Tandis que les leaders français avaient pour alliées les minorités agissantes, les secrétaires des syndicats d'Allemagne et de Suisse gouvernaient en s'appuyant sur l'inertie des majorités ; aussi les Français étaient-ils pour le fédéralisme, pour une organisation conçue dans la liberté, tandis que Suisses et Allemands étaient partisans du centralisme autoritaire. Les Français faisaient appel à l'initiative, alors que les Allemands saluaient dans leur cœur tous les actes pouvant l'étouffer ; car les uns songeaient à la révolution, et les autres à leurs caisses bien pleines et dont ils se faisaient un piédestal.

« MON AMI PIERRE MONATTE »

Le 1^{er} mai 1908, j'avais été désigné comme orateur pour le discours à tenir en présence des camarades de langue allemande vivant à Genève. Pierre Monatte devait parler aux camarades français. Ainsi fimes-nous connaissance, et il me conquit tout de suite. Il parlait si simplement, si naturellement, d'une façon, justement pour cette raison, si saisissante, qu'on se disait aussitôt : voilà un révolutionnaire sincère et intelligent. Au cours de la même année, Monatte émigra pour quelques mois en Suisse et habita un certain temps chez moi. Il y succéda au camarade Menchinski dans le célèbre « lit de la révolution » de notre appartement.

Monatte est le fils d'un forgeron d'un village d'Auvergne et eût dû devenir vétérinaire. C'était l'idéal de son père. Né en 1881, il représente le meilleur type de l'homme du peuple resté peuple, en dépit d'une grande culture personnelle. Il possède une abondante bibliothèque de livres qu'il a lus, assimilés, vécus. Tout le savoir, chez lui, est devenu culture. Je ne l'ai encore jamais entendu citer un texte. Mais je me suis souvent trouvé chez lui lorsque des camarades lui parlaient de leur femme et de leurs enfants, de la basse-cour et du rucher, du syndicat et des affaires locales ; et Pierre Monatte s'y retrouvait sans la moindre hésitation, répondant à tous avec la même sûreté que s'il s'était agi de ses propres affaires, sa-

chant écouter attentivement et sans effort, non sans s'informer de ce que faisait le grand-père et du nombre des abonnés à la « Vie ouvrière » ou à la « Révolution prolétarienne », qu'il a toutes deux fondées.

Il y a tant de gens qui simulent la démocratie : Pierre, lui, est corps et âme avec ses visiteurs qu'importe tous à Paris le souci de quelque affaire à régler, mais qui se feraient plutôt couper en morceaux que de manquer cette occasion de l'aller voir. Jusqu'à l'âge de dix-sept ans, il étudia au collège puis devint répétiteur et, par la suite, correcteur d'imprimerie. D'abord lecteur assidu de « l'Aurore » de Clemenceau, du Clemenceau de l'époque militante et critique, il entra dans les jeunesses socialistes et suivit non moins assidûment les articles qui paraissaient dans « Pages libres ». Devenu à vingt et un ans l'administrateur de cette revue, il s'installa à Paris, où le hasard le fit travailler porte à porte avec Péguy, qu'il n'encaissait guère, ne fût-ce que parce que le pamphlétaire des « Cahiers de la Quinzaine » se glorifiait à ne pas croire de son grade d'officier de réserve.

C'est à cette époque que Monatte, poursuivant sa recherche d'une voie enfin libératrice, entra en contact avec les milieux anarchistes. Mais ceux-ci ne convenaient guère au fils du forgeron. Il voulait bien plutôt aider le peuple que lui-même. Par contre il

s'enthousiasma pour les écrits de Fernand Pelloutier, lequel, montrant, non point au nom d'une théorie mais par l'exemple d'un constant effort réalisé dans la vie quotidienne, que la classe ouvrière ne peut espérer sa libération que d'elle-même, se trouve ainsi le véritable précurseur du syndicalisme révolutionnaire. Bientôt, Pierre Monatte entra dans le mouvement syndical. Un militant du Nord, secrétaire du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, cherchait un remplaçant. La rédaction de « Pages libres » lui recommanda Monatte qui, dès lors, se trouva dans son élément (1).

Par James Guillaume, j'avais fait la connaissance des chefs du mouvement français ; par Pierre, c'est avec les ouvriers que j'entrai en contact, acquérant ainsi une connaissance directe de ce mouvement à sa racine. Et vu que, pendant une assez longue période, je passais chaque année trois à quatre semaines à Paris pour en contempler à loisir le site incomparable et y visiter les musées, tout en étudiant le mouvement sur place et en allant voir mes amis, je m'identifiai peu à peu, pour une bonne part, avec le mouvement français et, lorsque Pierre Monatte eut, en 1909, fondé la première « Vie ouvrière », j'y collaborai assidûment.

La « Vie », comme nous l'appelions, allait être, en une période où le syndicalisme révolutionnaire traversait sa grande crise, le point d'appui du mouvement, et elle le demeura jusqu'à la guerre de 1914. Nous étions tous passablement terre à terre, et la « Vie » ne se fût point trouvée mal de recevoir un peu de ce que nous aurions dû, peut-être, lui ajouter, ce qu'on appelle en français le grand souffle. Mais la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a, et comme nous sentions que ce grand souffle faisait défaut à l'ensemble du mouvement ouvrier européen, c'est-à-dire à notre base même, nous ne pouvions guère simuler une fois que ce mouvement n'était pas en état d'inspirer. Tout ce que nous pouvions faire c'était de décrire le mouvement et de lui donner des conseils. L'illusion du grand souffle, de l'élan, nous n'aurions pu la donner qu'à la condition d'être des hypocrites.

Le principe fondamental de la « Vie ouvrière », c'était que le mouvement ouvrier devait tout produire de lui-même et le produire en effet.

Mais le mouvement ouvrier n'en faisait rien, nous restions le bec dans l'eau.

Au demeurant, Monatte ne suivit pas le mouvement ouvrier quand celui-ci, en 1914, devint patriote, pas plus qu'il ne le suivit en 1918, lorsque, le précédant au contraire, et de loin, il jugea que ce même mouvement devait se solidariser avec la Révolution russe d'octobre.

En 1920, j'adhérai à l'Internationale communiste, et Pierre Monatte en fit autant en 1923 (2). Dès 1922, j'avais déjà fait assez de chemin pour lui envoyer de Moscou en toute urgence une lettre, bien entendu transmise illégalement, qui l'adjurait de s'en abstenir. Mais pourquoi n'aurait-il pas eu le droit de commettre la même faute que moi, alors que, pour mon compte, je ne faisais même pas mine de sortir du parti communiste. Il en fut expulsé en 1924 ; moi en 1932 seulement.

Fritz BRUPBACHER.

(1) Dans le numéro spécial de la R.P. consacré à Pierre Monatte (janv. 51), nos camarades trouveront des renseignements plus précis et plus sûrs, quant à l'évolution de notre fondateur de l'anarchisme au syndicalisme révolutionnaire. (N.D.L.R.)

(2) Monatte, dans sa préface, reproche à Brupbacher d'avoir brouillé un peu les dates et les faits. Cependant — a-t-on rectifié le texte ? — il y a bien accord sur la date d'adhésion de Monatte au parti (milieu de 1923). Sur celle-ci, Monatte fournit des explications qui éclairent cette période lourde d'événements qui va de 1921, du dernier congrès de la C.G.T. encore unique, à 1924, à la mort de Lénine et au début de la « bolchevisation » de l'Internationale Communiste. (N.D.L.R.)

A propos de l'exclusion des syndicalistes enseignants de la CGT-FO

Décidément, à F.O., on sait habilement bafouer les principes démocratiques et les statuts pour se débarrasser d'opposants indésirables.

Une F.E.N.-F.O. constituée en 1947 avait toujours reconnu la double affiliation. Elle groupait des syndicats nationaux et des fédérations départementales ; elle tenait des congrès au moins tous les deux ans, où étaient convoqués les représentants des syndicats nationaux et des sections départementales ; ces congrès élisaient une C.E. qui se réunissait dans l'intervalle des congrès. Le dernier s'est tenu à l'issue du congrès confédéral de 1952 et a nommé une C.E. dont je faisais partie, mais je n'ai jamais été convoqué depuis ; je n'ai jamais, ni comme membre de la C.E. ni comme secrétaire de section départementale, été convoqué à un congrès modifiant la constitution de la fédération. J'ai seulement appris par la presse qu'il y avait un secrétaire fédéral appelé Galoni et j'ai eu toutes les peines du monde à obtenir des cartes confédérales. Je les ai reçues finalement, ce qui voulait dire que la double affiliation était encore reconnue et que les sections départementales n'étaient pas supprimées par décret fédéral ou confédéral.

Mais la presse syndicale nous a informés qu'une C.E. confédérale, passant outre les décisions des congrès fédéraux, d'accord avec un secrétaire fédéral dont les premiers fondateurs et animateurs de la fédération — non parisiens du moins — les secrétaires des sections départementales et membres de la C.E. de province ignoraient l'existence, a pris la décision de refuser la double affiliation.

La décision antistatutaire, antidémocratique de la C.E. confédérale, quoique entérinée par un C.C.N. mal informé, et approuvée par les représentants des Syndicats nationaux qui se sont substitués à la C.E. régulièrement élue de la F.E.N.-F.O., va rejeter de F.O. les militants qui assuraient la liaison entre le personnel enseignant et les syndicats F.O., qui avaient autant et plus, beaucoup plus d'activité même, que certains représentants des syndicats nationaux dans le mouvement Force Ouvrière ; elle va rejeter les fondateurs les plus actifs de la fédération. Dans la Loire, Galoni va envoyer à l'U.D. ses adhérents que je n'ai jamais vus à l'U.D. pour y constituer une section départementale. Cela au nom du syndicalisme. Nous qui sommes à l'U.D. depuis son départ, qui lui avons apporté notre concours sans restriction, n'aurions qu'à lever notre coiffure aux nouveaux venus qui n'ont pas connu l'U.D. et nous en aller. Il serait bien question de nous admettre à demi, comme amis de F.O. Merci, Galoni, nous ne sommes pas des demi-syndicalistes, comme tant de tes adhérents, et nous n'accepterons pas cette mesure de charité. Tu as pu, le cœur léger, prendre la tête de la fédération en ignorant l'existence de la C.E. qui aurait dû entériner ta nomination et inspirer ton action. Tu as, par la bande, réussi à te débarrasser de nous sans nous consulter, ignorant les sections départementales et la C.E. élue par le congrès. Nous te laisserons donc à ta tâche ; nous avons une conception du syndicalisme qui ne nous permet pas de nous y associer. Mais nous resterons à l'U.D. qui, à l'unanimité, nous accepte dans son sein comme par le passé.

U. THEVENON.

La Vie des Cercles

GERCLE ZIMMERWALD

La réunion du 19 décembre sur les accords de Londres et de Paris

Une bonne trentaine de camarades s'étaient rassemblés ce dimanche pour discuter la position du mouvement ouvrier vis-à-vis des accords diplomatiques dont le sort est aujourd'hui connu.

Après un salut à deux camarades disparus : Victor Delagarde et Louis Caput, la parole est donnée à Marceau Pivert, chargé de l'exposé.

L'exposé de Marceau Pivert

Son propos sera limité à la clause relative au réarmement de l'Allemagne.

Pivert marque la distance parcourue depuis 1944, année où fut signé le traité franco-soviétique. En présence des zigzags sensationnels de la diplomatie, quelle est l'attitude du mouvement ouvrier ? Existe-t-il un mouvement ouvrier international capable de résister à la course aux armements, c'est-à-dire, une fois encore, à la guerre ?

La position des staliniens n'a rien de commun avec une position ouvrière internationaliste. Ils ont applaudi à la guerre de Corée, ainsi qu'à l'utilisation des von Paulus dans le bloc militaire oriental, mais, dans le même temps, ils combattent avec ardeur la remilitarisation de l'Allemagne occidentale !

La position américaine 100 % de Le Bourre, secrétaire de la C.G.T.-F.O., collaborateur du « Figaro », constitue une image symétrique de celle qu'offrent les staliniens : à chacun son bloc militariste. Et ce sera toujours « l'autre » qui aura provoqué...

Ces deux positions, aussi fausses l'une que l'autre, n'ont rien de commun avec la nécessaire solidarité des exploités et des opprimés de tous les pays.

L'attitude des militants émigrés peut se comprendre : à Berlin comme à Prague, il est possible que l'on désespère au point de ne plus voir d'autre moyen que les armées pour se débarrasser de la tyrannie. Mais c'est une illusion contre laquelle le mouvement ouvrier devrait réagir. Car cette attitude signifie très exactement que l'on n'a plus confiance en sa propre classe.

Mais une politique internationale autonome de la classe ouvrière est-elle possible ?

Marceau passe en revue les décisions des principales organisations socialistes et syndicales. La S.F.I.O. votera pour les accords, avec résignation, en invoquant des arguments parlementaires et nationaux : « Le vide tragique qui résulterait d'un nouveau refus du Parlement... » ; « Ratifier pour négocier... » ; « ...C'est l'indépendance de la France qui compte par-dessus tout... ». Un tel langage n'a rien de commun avec la politique de classe. Cependant, la minorité socialiste parle tout autrement : elle demande une solidarité étroite avec la classe ouvrière allemande et l'ajournement de toute remilitarisation tant que des négociations pour la réunification de l'Allemagne et le retour à la sécurité collective n'auront pas été obtenues.

C'est aussi la position de la moitié des travailleurs britanniques qui, puissamment organisés dans leurs syndicats, leurs coopératives et leurs sections travaillistes, résistent à leurs dirigeants

depuis 1950 et ont repoussé le réarmement de l'Allemagne avec une telle vigueur que leur groupe parlementaire a dû s'abstenir !

Enfin les travailleurs que la question intéresse au premier chef, les travailleurs de l'Allemagne de l'Ouest, sont hostiles. Parti, syndicats, Jeunesse, ils revendiquent avant tout la réunification de leur pays par des élections libres, donc un accord, et, pour commencer, des négociations entre les quatre Grands. Ils appellent la solidarité des travailleurs de tous les pays contre les prétentions des deux blocs, dont chacun entend réarmer la partie du territoire qu'il occupe et l'intégrer dans son système stratégique.

Les minorités, ou de petites organisations comme l'Independent Labor Party, qui se réclament de l'internationalisme prolétarien, sont naturellement d'accord avec cette résistance, qui commande sans doute la perspective.

Après avoir évoqué la position de la C.G.T.-F.O., celle des Syndicats américains, de la Fédération autonome de l'Enseignement, des pacifistes, etc., Marceau Pivert propose quelques conclusions :

1° Rester fidèles aux enseignements de Zimmerwald. En dehors de la solidarité internationale de classe, il n'y a qu'une certitude : la marche à la catastrophe ;

2° Ne pas se laisser détourner de cette voie par les arguments de toujours : à savoir que, derrière le rideau de fer, personne ne répond. C'est en sous-estimant ainsi les forces de classe en Allemagne nazie qu'on a finalement contribué, avant la guerre, à la démoralisation de milliers de militants révolutionnaires restés en Allemagne. Une politique de classe en Europe et dans le monde trouvera ses alliés en Russie comme partout ;

3° Dénoncer la politique stalinienne d'agression en Corée et de militarisation générale qui est à l'origine de la guerre froide et fait peser des charges écrasantes sur les travailleurs du monde ;

4° Dénoncer en même temps l'hypocrisie des militaristes de l'Occident qui, invoquant la sécurité, ne songent en fait qu'à la sécurité de leurs dividendes. La sécurité des classes laborieuses ne peut leur être apportée de l'extérieur : elles doivent la conquérir par leurs méthodes, par la lutte de classe en poursuivant leurs objectifs propres. Or la militarisation accumule de nouveaux obstacles sur cette voie ;

5° Dénoncer parallèlement la coalition ignoble que réalise le dispositif actuel des alliances avec les forces les plus férocement réactionnaires : fascistes, franquistes, pétainistes, qui se trouvent maintenant réhabilitées et décorées (Ridgway décorant Muñoz Grandes) ;

6° Mettre en garde contre la division et donc l'impuissance catastrophique du prolétariat international, à partir du moment où chaque fraction, dans chaque pays, se résigne à la militarisation et à l'intégration dans un bloc ou dans l'autre. Même au point de vue idéologique, comme l'ont admirablement vu nos camarades socialistes d'Asie (1), se laisser entraîner dans le dispositif militaire à l'Est ou à l'Ouest, c'est contribuer à son propre asservissement ;

7° La stupidité des dirigeants occidentaux, qui ne trouvent que la militarisation pour faire face à la manœuvre stalinienne, laisse à la Russie les mains libres pour conquérir de nouvelles masses populaires et, même sur le plan diplomatique, lui fournit des atouts en direction de l'unité allemande. Il faut donc de toute urgence faire surgir une Troisième Force internationale, celle du

(1) Article de Madhu Limaye, dans le n° 47 (déc. 54) de la « Correspondance socialiste internationale » (247, rue de Vaugirard, Paris-15°).

prolétariat solidaire des travailleurs allemands. Ceux-ci se battent à l'Est pour les libertés et à l'Ouest contre la militarisation. Nos organisations doivent se porter sur ce terrain de combat, sur cette ligne de classe. Les votes des parlements peuvent être annulés si la classe ouvrière allemande se bat pour le désarmement général. Les prétentions colonialistes des Russes devront reculer si l'ensemble des organisations libres exige la législation des organisations ouvrières socialistes et syndicales en Allemagne orientale. Là se trouvent nos objectifs immédiats dans un combat international sur les deux fronts.

La discussion

Après Marceau Pivert, dont l'exposé dura plus d'une heure, la parole est donnée à ceux qui la demandent.

Deleplie aurait voulu avoir des précisions sur l'action de la C.I.S.L. qui représente 52 millions de syndiqués dans le monde.

Isak déplore le changement de composition sociale des partis socialistes et leur abandon de la ligne de classe en France et en Italie, ce qui explique que beaucoup d'ouvriers suivent le P.C. et la C.G.T. Il conteste l'assimilation du camp russe au camp capitaliste : à ses yeux, le peuple russe veut la paix.

La camarade **Michaud** souligne le caractère agressif du cléricisme qui joue un rôle essentiel dans la restauration du monde capitaliste. Elle signale des attitudes équivoques de compromis avec le Vatican, qui ne devraient pas trouver place dans le mouvement ouvrier.

Georges Suant souhaite que l'on ne se borne pas à des discussions entre amis du Cercle, mais qu'on organise enfin l'action commune dans toutes les organisations, afin de dépasser le stade des minorités incomprises.

Charbit reconnaît dans l'exposé de Marceau les traditions mêmes du mouvement ouvrier international, mais exprime son amertume de constater que la classe ouvrière est inriniment moins internationaliste qu'elle ne l'était il y a un siècle. A ses yeux, ce n'est pas le réarmement de l'Allemagne qui est le premier danger. Ce sont les Russes, car, s'ils l'avaient voulu, on n'aurait jamais parlé de réarmer l'Allemagne. Il ne faudrait pas décourager les Américains, à qui nous devons de n'avoir pas été envahis par les Russes.

Sidro reconnaît qu'il est difficile d'intéresser les masses, tenaillées par les problèmes concrets de l'existence, aux questions d'orientation générale. En fait, il n'y a pas de politique ouvrière internationale, pas de fil directeur. Les dirigeants des grandes organisations pratiquent une sorte de collaboration de classes avec les généraux. Il faudrait promouvoir une véritable politique internationale dans nos organisations, en commençant par la base. Ce sont les pays où les staliniens sont puissants qui posent les problèmes les plus difficiles. Ailleurs, c'est plus facile.

Barrère, qui fut à l'origine du mouvement pour F.O. dans l'Enseignement, est indigné par l'obligation imposée par F.O. elle-même, aujourd'hui, aux militants de l'Enseignement de choisir entre F.O. et la Fédération de l'Education nationale. Il leur faut, ou quitter l'organisation de masse qu'est la F.E.N. ou se couper de la classe ouvrière. C'est indigne de syndicalistes. Barrère souhaite la réunification syndicale.

Le Rai pose comme condition du redressement la nécessité de se situer en dehors et au delà des « blocs ». Il déplore l'absence de militants qualifiés pour discuter avec les staliniens en leur portant la contradiction. Il déplore aussi la trop grande sensibilité des « voyageurs », soit en

U.R.S.S., soit aux U.S.A. : quand ils reviennent, ils n'ont plus d'autre but que d'implanter dans le mouvement ce qu'ils rapportent. Or c'est le recrutement des non-syndiqués qui presse le plus. Avec la force, la santé reviendra. A ce moment-là, on n'esquivera plus les problèmes, on ne fuira plus les choix.

Chambelland déplore l'indigence des syndicats libres en matière de politique ouvrière internationale. Les deux motions opposées au dernier congrès de F.O. se ressemblent curieusement par leur banalité. Il faut se garder de participer à quoi que ce soit du jeu internal qui nous conduit à la prochaine « dernière ». Car la guerre anéantit, mais elle ne résout rien. L'écrasement de Hitler a laissé entier le problème allemand. Et il est fou d'imaginer que l'Amérique puisse détruire la Russie, ou que la Russie, même aidée de la Chine, puisse détruire l'Amérique. Le mouvement ouvrier ne peut que mentir aux peuples en leur laissant croire qu'une guerre apporterait des solutions. Il doit, au contraire, saisir les moindres chances de trouver une solution pacifique aux problèmes internationaux.

Après les réponses de Marceau Pivert aux camarades qui sont intervenus, la séance est levée à 18 heures.

ENTRE NOUS

L'ABONNEMENT PORTÉ À 1.000 FRANCS PAR AN

La R.P. a trente ans ! Nous avons rappelé dans ce numéro — bien imparfaitement — ce que fut l'effort de notre revue depuis les débuts de sa parution, effort qu'elle n'a pas cessé de poursuivre sans jamais déroger à sa ligne de conduite initiale de défense des principes essentiels du syndicalisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien.

Nous sommes fiers de cette continuité de trente ans, unique dans les annales de la presse ouvrière française, et fiers de pouvoir compter encore dans nos rangs des fondateurs de la revue et des abonnés de la première heure !

Nous voulons continuer. Et pour continuer nous ferons encore appel à nos amis, puisque c'est d'eux seuls que dépend la vie de la R.P.

Nous voulons continuer en reprenant le rythme des numéros de 32 pages momentanément abandonné. Pour cela, nous nous voyons contraints de porter le prix de l'abonnement à 1.000 francs par an et de rappeler à ceux qui le peuvent d'alimenter notre souscription et de continuer à souscrire des abonnements de soutien.

Nous sommes sûrs qu'ils ne rechigneront pas et avec leur encouragement, nous nous efforcerons de faire chaque mois une R.P. digne de son passé.

REMARQUES

Mme GUILLAUME (Loire). — « Avec mes meilleurs vœux pour que la « R.P. » enseigne un nombre de plus en plus grand d'ouvriers en 1955 et que vos projets pour une parution assurée par un fonds de roulement convenable se réalisent sans trop de peine de la part des responsables. »

LARKIN (Seine). — « ...Avec mes meilleurs compliments. J'ai beaucoup goûté les articles de Roger Hagnauer sur la guerre de 1914-18. Vous avez tous mes encouragements. »

BESSE (Alpes-Maritimes). — « ...Toujours d'accord avec votre ligne. Ça fait tout de même plaisir de voir qu'il y a pas mal de camarades qui, malgré leurs divergences, continuent leur sympathie à la « R.P. »

Le gerant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

D'où vient l'argent?

MOIS DE DECEMBRE 1954

MERCREDI 1^{er} DECEMBRE. — Pacte de défense mutuelle entre les **Etats-Unis** et **Formose**.

VENDREDI 3. — Après un débat sur les fuites, l'**Assemblée nationale** vote la confiance par 287 voix contre 240.

Constitution du gouvernement de l'**Afrique du Sud**, plus raciste encore que celui de Malan.

SAMEDI 4. — Au **Caire** (Egypte) le guide des Frères musulmans est condamné à mort.

En **Tunisie** les « fellagha » déposent les armes.

LUNDI 6. — Elections à **Berlin-Ouest**. Victoire sociale-démocrate.

MARDI 7. — Grève de 48 heures des conducteurs de la **S.N.C.F.** décidée par la Fédération autonome.

JEUDI 9. — La commission politique de l'**O.N.U.** condamne la ségrégation raciale en Afrique du Sud (la France et l'Angleterre votent contre; les Etats-Unis s'abstiennent).

VENDREDI 10. — Déclaration **franco-tunisienne** condamnant les fellaghas insoumis.

SAMEDI 11. — L'**Assemblée nationale**, par 294 voix contre 265 et 60 abstentions, approuve la politique du gouvernement en **Afrique du Nord**, après un très long débat.

L'**Assemblée de l'Europe** de Strasbourg approuve le réarmement allemand.

DIMANCHE 12. — A une écrasante majorité, le congrès du **Parti socialiste belge** approuve les accords de Paris.

A **Casablanca**, le tribunal des Forces Armées prononce six condamnations à mort, trois condamnations aux travaux forcés, pour attentats.

MARDI 14. — La **Commission politique de l'O.N.U.** approuve le débat sur l'affaire marocaine par 39 voix contre 15 (parmi lesquelles Etats-Unis et Grande-Bretagne) qui voulaient la fin de tout débat.

MERCREDI 15. — Congrès des écrivains soviétiques à **Moscou**.

Huit bombes à **Sfax** et à **Tunis** aux domiciles de personnalités nationalistes.

Grève du zèle des **douaniers**.

JEUDI 16. — Ultimatum de l'**U.R.S.S.** : rupture du pacte franco-soviétique ou rejet des accords de Paris.

Le Bundestag de **Bonn** ratifie les accords de Paris.

VENDREDI 17. — Manifestation des employés des grands magasins à Paris.

Conclusion d'une convention collective nationale pour l'**industrie des Travaux publics**.

Augmentation des salaires des **mineurs**.

LUNDI 20. — Après débat sur le budget des « **Etats associés** », l'**Assemblée nationale** vote la confiance au gouvernement par 310 voix contre 172.

JEUDI 23. — La **Chambre italienne** vote les accords de Paris.

Le débat s'ouvre à l'**Assemblée nationale**.

VENDREDI 24. — L'**Assemblée nationale** vote le rétablissement de la souveraineté allemande et l'accord franco-sarrois, mais repousse l'entrée de l'Allemagne dans le pacte de Bruxelles par 280 voix contre 259.

Quatre ex-hauts fonctionnaires soviétiques exécutés à **Moscou** comme complices de Béria.

LUNDI 27. — Sur question de confiance, l'**Assemblée nationale** vote l'entrée de l'Allemagne dans l'**O.T.A.N.** par 280 voix contre 251.

Déclaration au « **New York Times** » de Djilas, ancien vice-président du **gouvernement yougoslave** contre le régime titiste.

MERCREDI 29. — Nouveaux attentats au **Maroc**. En **Algérie**, arrestation de leaders **M.T.L.D.**

Le **Parlement yougoslave** autorise des poursuites contre M. Dedijer, favorable à Djilas.

La **United Fruit Cie** récupère des terres expropriées par la réforme agraire au **Guatemala**.

JEUDI 30. — Par 287 voix contre 260, l'**Assemblée nationale** vote un nouveau projet de loi comportant le réarmement de l'Allemagne.

RECETTES

Abonnements ordinaires.. . . .	54.250	
Abonnements de soutien.. . . .	35.600	
		89.850
Souscription	9.160	
Vente « R.P. »	1.686	
Vente « Chine ».. . . .	5.050	
Divers	170	
		105.916
En caisse au 1 ^{er} décembre.. . . .	63.510	
		169.426

DEPENSES

Impression (solde à fin novembre).. . .	79.420	
Frais d'expédition (solde à fin novembre)..	23.377	
Téléphone.. . . .	4.717	
Frais généraux	1.400	
Divers.. . . .	100	
		109.014
En caisse au 31 décembre 1954 :		
Espèces.. . . .	6.805	
Chèques postaux.. . . .	53.607	
		60.412
		169.426

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

R. Auriol (Haute-Garonne) 1.700 ; Menu (Pas-de-Calais) 2.000 ; Boyer (Tarn) 1.500 ; Ondracek (Paris) 2.000 ; Mme Piquemal (Alpes-Maritimes) 1.400 ; Beau (Loire) 1.500 ; Laufer (Paris) 3.000 ; Blanckaert (Nord) 1.400 ; Reber (Seine-et-Oise) 1.500 ; F. Valera (Paris) 1.200 ; Vega (Haute-Marne) 1.000 ; Rondet (Loire) 1.200 ; R. Debré (Paris) 5.000 ; Cuny (Paris) 2.000 ; Salmet (Paris) 2.000 ; Mercier (Paris) 1.000 ; Hubert (Seine-et-Oise) 1.200 ; Charbit (Haute-Garonne) 1.000 ; Périgeat (Paris) 1.000 ; Delbès (Paris) 1.000 ; Chardy (Seine) 2.000. — Total : 35.600 francs.

LA SOUSCRIPTION

Larkin (Seine) 300 ; Sorin (Loire-Inférieure) 300 ; Loiseau (Rhône) 300 ; Mouhot (Doubs) 300 ; Grimm (Moselle) 300 ; Oliva (Oran) 300 ; Roessel (Paris) 500 ; Nogard (Drôme) 300 ; Boissin (Maine-et-Loire) 600 ; Laydevant (Haute-Savoie) 200 ; Fanfani (Seine-et-Oise) 300 ; Dabin (Doubs) 300 ; Buren (Côte-d'Or) 300 ; Kirsch (Paris) 300 ; Duperray (Loire) 200 ; R. Claveyrolas (Rhône) 50 ; Besse (Alpes-Maritimes) 100 ; Maitre (Paris) 300 ; Aulas (Alpes-Maritimes) 300 ; Marcellin (Loire) 300 ; Parrot (Doubs) 80 ; Robquin (Oise) 300 ; Pajot (Seine) 300 ; Gauthier (Creuse) 150 ; Baud (Suisse) 150 ; Faugerat (Paris) 300 ; Salvat (Hérault) 300 ; Conte (Paris) 300 ; Bardin (Paris) 300 ; Chaillou (Maine-et-Loire) 300 ; Bergman (Hollande) 500 ; Hémy (Côte-d'Or) 130 ; G. Maupieux (Seine) 200. — Total : 9.160 francs.

DU A L'IMPRIMEUR AU 31 DECEMBRE 1954

A fin novembre	100.597
Facture du numéro de décembre	82.907
	183.504
Notre paiement de décembre.. . . .	100.597
	82.907
Dû à fin décembre.. . . .	82.907
Disponibilités à fin décembre	60.412

LES SCANDALES DE LA IV^e

Numéro spécial du « **Crapouillot** »

« **Crapouillot** » publie un numéro spécial rédigé par Galtier-Boissière : **Les Scandales de la IV^e**, qui comprend des chapitres sur les rapports de la Cour des Comptes, le vol des bijoux de la Bégum, les aventures de Joinovici, les atteintes à la liberté de pensée. Les deux clous de cette livraison sont une étude sur le Corps des Inspecteurs des Finances et un **Annuaire des parlementaires affairistes**.

A propos de "La Chine" :

« Robert Louzon a donné maintes preuves de dévouement, de courage et d'indépendance ; il a le sens des grandes lignes et voit souvent juste. On voudrait donc louer sans réserves sa petite **Histoire de la Chine**, qui de toutes façons rendra des services. Pourquoi faut-il que les manies de l'esprit doctrinaire, la fidélité au matérialisme historique y aient introduit des puérités dont on ne peut que sourire ? Croira-t-on vraiment que la religion chinoise ou plutôt, si l'on accepte la thèse de Louzon, l'athéisme chinois puisse s'expliquer par l'importance foncière de l'irrigation ? »

(L'Observateur Etudiant)

LISEZ

LA CHINE

— *Ses trois millénaires d'histoire*

— *Ses cinquante ans de révolution*

PAR
R. LOUZON

Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.

Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 fr. franco



*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Proletarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.C. postal PARIS 734-99